

N° 131

SÉNAT

1^{re} SESSION ORDINAIRE DE 1964-1965

Enregistré à la Présidence du Sénat le 17 mars 1965.
Rattaché, pour ordre, au procès-verbal de la séance du 18 décembre 1964.

PROJET DE LOI

portant réforme des régimes matrimoniaux.

PRÉSENTÉ

AU NOM DE M. GEORGES POMPIDOU,

Premier Ministre,

PAR M. JEAN FOYER,

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

(Renvoyé à la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation,
du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration générale.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Le projet de loi ci-joint, portant réforme des régimes matrimoniaux, se relie étroitement à celui qui avait été déposé par le Gouvernement en 1959. Il est à peine besoin de rappeler que ce projet était lui-même l'aboutissement d'une réflexion législative

approfondie, puisqu'il avait bénéficié de toute une série de travaux antérieurs, et notamment des travaux de la Commission de revision du Code civil présidée par M. le Doyen Julliot de La Morandière.

Le projet de 1959 avait fait l'objet d'une étude très minutieuse de la part du Parlement et de rapports remarquables de MM. Marcilhacy, Sénateur, et Sammarcelli, Président de la Commission des lois de l'Assemblée Nationale.

Il avait été finalement retiré par le Gouvernement le 12 juillet 1961 : les débats parlementaires avaient en effet montré l'existence d'un fort courant d'opinion favorable à une plus franche reconnaissance des pouvoirs de la femme dans le régime de droit commun. Ce que devait souligner en 1963 une proposition de loi déposée par M. Marcilhacy, afin de faire reprendre les débats sur la question.

Le temps qui s'est écoulé depuis le retrait du projet de loi n'a pas été inutile, car il a permis de réunir de nouvelles informations, et cela dans plusieurs directions : droit comparé, statistique, sociologie.

En droit comparé, des expériences législatives récentes (loi néerlandaise du 14 juin 1956, loi belge du 30 avril 1958) ont révélé l'importance de ce que l'on appelle parfois, dans ces pays, le régime matrimonial primaire, c'est-à-dire les effets directs de tout mariage dans l'ordre des intérêts pécuniaires, et la nécessité d'insérer là une série de mesures élémentaires de sauvegarde à quoi se réduira bien souvent le régime matrimonial pour les ménages qui ont peu de capitaux.

Depuis 1898, il n'y avait pas eu de statistique de la répartition des contrats de mariage entre les divers types de régimes matrimoniaux. Grâce au précieux concours du Conseil Supérieur du Notariat, une statistique de ce genre a pu être établie pour l'année 1962. Quoique encore insuffisamment explicite en quelques points, elle a permis de constater, par exemple, tout à la fois la croissance du régime de séparation de biens (20.474 cas sur 54.974 contrats recensés) et les limites de cette croissance (un tiers des cas paraissent concerner des seconds mariages, et une part du reste, se localisant dans les anciens pays de droit écrit, peut être interprétée comme fidélité à une tradition plutôt que comme goût des nouveautés).

Enfin, une enquête sociologique d'opinion publique a été menée en 1963, sur échantillon national, par l'Institut français d'opinion publique. De cette enquête, un certain nombre d'indications se sont dégagées :

- Que les Français sont très peu éclairés sur le choix qui leur appartient au moment où ils se marient ; que, par la suite, ils restent largement ignorants des règles légales de leur régime matrimonial, tout en étant parfaitement capables de les comprendre et de s'y intéresser ; que des réformes possibles, ils discutent objectivement et sans passion ;
- Que l'attachement au principe communautaire, du moins quant aux acquêts, est très vif dans toutes les générations, dans toutes les classes sociales, et sans distinction de sexe ;
- Que l'idée d'une conservation des biens de famille dans le patrimoine de chaque époux est assez répandue ;
- Qu'un *consensus* existe pour admettre l'égalité des deux époux, et en particulier pour reconnaître à la femme le pouvoir de gérer ses biens propres.

Il y avait là un certain nombre de données nouvelles, qui pouvaient justifier un réexamen du projet de 1959. Une raison de forme allait dans le même sens. Il pouvait sembler préférable, afin de faciliter l'adaptation de la pratique aux nouveaux textes, d'insérer ceux-ci dans la structure déjà existante du Code civil, en évitant le plus possible de bouleverser la numérotation des articles, suivant une méthode qui, récemment suivie pour la revision du droit de la tutelle, paraît avoir eu l'approbation du Parlement.

C'est dans cette optique qu'a été préparé et rédigé le présent projet, selon la même méthode que la réforme de la tutelle. Par l'identité du rédacteur est assurée l'unité du style, dans cette seconde étape de la réforme du Code civil.

*
* *

En la forme, outre quelques articles secondaires, qu'il a fallu retoucher çà et là pour tenir compte des principes nouveaux, les modifications proposées portent sur trois blocs de textes :

En première ligne, c'est, bien entendu, le titre V du livre III du Code civil qui se trouve modifié sous la rubrique

nouvelle « *Du contrat de mariage et des régimes matrimoniaux* » (il a paru indispensable de maintenir la référence au contrat de mariage, puisque c'est seulement par elle que se légitime la place du titre V à la suite de la matière des contrats).

En second lieu, le projet modifie les articles 214 à 226 du Code civil, au chapitre « *Des devoirs et des droits respectifs des époux* », dans le titre « *Du mariage* ». Ainsi qu'il a été précédemment expliqué, il y a là une sorte de régime matrimonial primaire et impératif, qui est sous-jacent à tout le reste et qui a, pour la masse des ménages, une extrême importance pratique.

Enfin, il est apparu que l'institution quelque peu archaïque de l'hypothèque légale de la femme — institution déjà ébranlée par le décret du 4 janvier 1955 sur la publicité foncière — ne pouvait pas rester en dehors de la réforme ; de là, des modifications apportées dans le titre XVIII du livre III du Code civil.

*
* *

Quant au fond, il faut d'abord souligner les traits essentiels par lesquels le projet ci-joint se présente comme la continuation très nette du projet de 1959.

Le régime matrimonial de droit commun demeure le même : la communauté réduite aux acquêts. Ni la statistique (30.887 contrats adoptant la communauté réduite aux acquêts sur les 54.974 recensés en 1962, contre 2.525 adoptant la communauté universelle), ni l'enquête sociologique, ne conduisaient à infirmer le choix fait par la Commission de revision du Code civil, puis par le projet de 1959.

La séparation de biens n'est pas soutenue par un courant d'une consistance assez marquée. Quant à la participation aux acquêts, elle est pour l'instant ignorée. Certes, il n'est pas législativement inconcevable — bien que ce ne soit pas sociologiquement sans danger — d'introduire dans un pays un régime matrimonial qui lui est absolument étranger. Mais la participation aux acquêts — quelles que soient ses qualités techniques au regard d'un idéal d'indépendance des époux — manque par trop chez nous d'un minimum d'expérimentation. Au moins, pour un certain temps, sa place est au banc d'essai des régimes

conventionnels; et le projet s'est justement efforcé d'en offrir aux notaires et aux futurs époux un modèle plus élaboré.

Le projet actuel a encore repris du projet de 1959 l'idée d'une mutabilité judiciairement contrôlée du régime matrimonial. Sur cette question, les « enquêtés » s'étaient divisés à peu près également, et beaucoup avaient bien senti ce que des changements inspirés de motifs trop individualistes auraient de contraire à l'esprit du régime matrimonial. Pour prévenir des mutations trop capricieuses, une condition a été ajoutée : le régime matrimonial ne pourra être modifié qu'après une expérience de deux ans.

Il va de soi que le projet continue de valider la clause commerciale, d'éliminer le droit de renonciation de la femme, de prévoir un mode d'évaluation plus équitable des récompenses, toutes réformes d'une portée considérable, dont le principe avait fait l'unanimité.

*
* *

Mais, s'il fallait caractériser d'une nuance ce par quoi le projet actuel diffère principalement du précédent, on devrait dire qu'il va plus loin dans le sens de l'indépendance de la femme, et corrélativement plus loin dans le sens d'une restriction des pouvoirs du mari, bref dans le sens d'une égalité entre les deux époux.

Le point qui ne manquera pas de retenir l'attention, c'est, sous les régimes de communauté, la gestion des propres de la femme. En accord avec la tendance qui s'était affirmée, en 1961, à l'Assemblée nationale, en accord aussi avec les enseignements apportés par la sociologie et le droit comparé, la femme administrera désormais ses biens propres.

Pour rendre effective cette autonomie de la femme, on a jugé techniquement indispensable de supprimer le droit de jouissance antérieurement conféré à la communauté sur le patrimoine personnel de l'un et de l'autre époux. En effet, le maintien de cet usufruit de la communauté, incarné dans le mari, aurait inévitablement conduit aux solutions suivantes : 1° la femme n'aurait pu disposer, sans le concours du mari, que de la nue-propriété de ses propres, ce qui est sans grand intérêt

dans la pratique des affaires ; 2° elle n'aurait jamais pu conserver propres les sommes, même identifiées, provenant notamment de la vente de ses biens personnels (les conserver propres, par exemple, afin de procéder elle-même au emploi), parce que ces sommes, en vertu des règles du quasi-usufruit, seraient automatiquement devenues la propriété du mari.

Désormais, ainsi que l'exprime l'article 1403, chacun des époux conservera donc la *pleine* propriété de ses propres, et la communauté n'aura droit qu'aux fruits perçus et non consommés, c'est-à-dire aux fruits capitalisés, aux *économies* faites sur les revenus des biens personnels.

Cette solution n'est nullement insolite. Elle marque, en réalité, un retour à la conception pure de la communauté *d'acquêts*, conception que l'incapacité de la femme avait fait perdre de vue et dont l'article 1498, pourtant, continuait à témoigner (« les acquêts faits par les époux ensemble ou séparément durant le mariage et provenant, tant de l'industrie commune que des *économies* faites sur les fruits et revenus des biens des deux époux »). Cette conception pure de l'acquêt avait mieux subsisté dans les pays du Midi, habitués à la capacité de la femme : quand une société d'acquêts est adjointe au régime dotal, il est admis, et il a été jugé que les revenus des paraphernaux ne tombent pas de plein droit dans le fonds commun dès le moment où ils ont été perçus, mais seulement pour la portion qui en peut être économisée et à l'époque de leur capitalisation. On peut encore faire cette réflexion toute simple que la solution ainsi retenue par le projet est moins une innovation totale que l'extension à la femme de ce qui était accepté sans difficulté aucune pour le mari. Il est bien clair qu'à l'heure actuelle, la communauté n'appréhende les revenus des propres du mari que dans la mesure de ce que celui-ci veut bien en percevoir et n'en point consommer.

Franchissant ce pas décisif, qui répond, croit-il, au vœu de la grande majorité des ménages français, et à leurs possibilités, le projet se devait toutefois de prévoir des mesures particulières pour des situations exceptionnelles.

Il est des femmes qui pourront préférer se décharger sur leurs maris de la gestion de leurs propres : elles le pourront, conformément au principe de la liberté des conventions matrimoniales, en stipulant une clause d'unité d'administration (art. 1505 et suivants du projet), qui les fera revenir à la communauté de

style traditionnel. Si l'inaptitude de la femme à gérer ses biens personnels se manifeste au cours du mariage et met en péril les intérêts de la famille, sans que, pour autant, il paraisse opportun de mettre fin à la communauté par la séparation de biens, l'administration des propres pourra être transférée au mari (art. 1429 ; la réciproque est d'ailleurs vraie, si le mari se révèle inapte à gérer ses propres).

La crainte a surtout été exprimée qu'en fait, la femme, à la longue, ne se fatigue des pouvoirs que les lois veulent lui conférer, et qu'elle n'abandonne, sans convention ni jugement, la gestion de ses biens au mari. Le projet a prêté une attention particulière à cette situation. De là les dispositions, d'ailleurs bilatérales, de l'article 1432 (où a été recherché un équilibre entre l'idée de responsabilité et le souci de prévenir un contentieux irritant). De là aussi, les dispositions des articles 1430 et 1435, celles-ci unilatérales. Il n'aurait pas été réaliste de supprimer, au nom d'une égalité abstraite, toute mesure de protection spéciale à la femme. L'état actuel des mœurs aura cette conséquence que, pendant plus ou moins longtemps encore, il arrivera que les emplois et remplois à faire pour le compte de la femme soient l'œuvre du mari : l'article 1435 continuera, dans cette hypothèse, à sauvegarder le libre contrôle de la femme. Ou même, il adviendra que, la femme ayant procédé elle-même à l'aliénation de son bien, le prix en soit encaissé et utilisé par le mari à son profit ; l'entière autonomie reconnue désormais à la femme ne doit pas empêcher de faire, en pareil cas, peser sur le mari une responsabilité (art. 1430 ; comme le faisait l'ancien article 1450 après la séparation de biens).

Le mari est maintenu à la tête de la communauté. Son pouvoir de disposer est limité sensiblement de la même manière qu'il l'était déjà dans le projet de 1959, bien qu'on ait préféré éviter une énumération d'actes interdits qui eût été propre à suggérer une interprétation restrictive. Il a semblé utile de consacrer explicitement la condamnation traditionnelle de la fraude. On notera aussi que le mari, en tant qu'administrateur de la communauté, est déclaré responsable de ses fautes : jusqu'à présent, la vieille idée du « seigneur et maître », c'est-à-dire du mari propriétaire des biens communs, avait fait admettre ici son irresponsabilité.

L'administration de la communauté par le mari ne représente, du reste, que le principe. Si sa gestion manifeste l'inaptitude ou la fraude, la femme pourra, tout en maintenant la communauté,

si elle y trouve son intérêt, s'en faire transférer par jugement l'administration (art. 1426 ; le mari a un droit symétrique, s'il y a inaptitude ou fraude de la femme dans la gestion des biens réservés). D'autre part, les futurs époux ont le droit, dans le contrat de mariage, s'ils veulent mettre la gestion des biens communs en harmonie avec un style de vie plus communautaire, de convenir que la communauté sera administrée par eux conjointement (art. 1503) ou, s'ils sont particulièrement soucieux d'égalité et se font mutuellement confiance, de se donner pouvoir réciproque d'administrer la communauté (art. 1504).

*
* *

Tout cet effort en vue d'accomplir l'égalité entre l'homme et la femme dans le régime matrimonial devait, si l'on voulait qu'il fût efficace, suivant une vision réaliste des choses, être complété par trois séries de mesures, quelque peu extérieures à la structure même des régimes matrimoniaux :

1° Des mesures propres à apaiser le contentieux : de là, des délais brefs pour les réclamations quant aux revenus, ainsi que pour l'exercice des actions en nullité ; l'exclusion de principe de la preuve testimoniale dans les querelles relatives à la propriété des meubles ;

2° Des mesures de protection adaptées au quotidien de la vie, contre les dangers que peut faire courir aux intérêts familiaux un époux irréfléchi ou malveillant : de là, la nécessité du consentement des deux époux pour les actes risquant de compromettre le logement de la famille (art. 215, alinéa 2), ou encore pour les achats à tempérament (art. 220, alinéa 3) ; de là, surtout, pour les situations matrimoniales de crise, le droit qu'aura chaque époux de recourir au juge afin d'obtenir des mesures urgentes et provisoires tendant à empêcher des actes juridiques de disposition, voire des actes matériels de détournement.

3° Des mesures pour la sécurité des tiers. Trop souvent, les réformes législatives, dans notre matière, ont été paralysées par la résistance passive des tiers avec lesquels la femme est amenée à traiter (les établissements bancaires, les officiers ministériels et, plus généralement, les créanciers et les acquéreurs). Légitime-

ment du reste, les tiers craignent d'engager leur responsabilité ou d'acquérir la chose d'autrui en traitant avec une femme mariée, agissant en dehors du mari, et ils ont tendance à se couvrir par l'exigence d'une double signature. Dans la mesure où le projet limite les pouvoirs du mari sur la communauté ou même les exclut sur les biens propres de la femme, on pourrait même craindre désormais de voir naître des défiances dans l'autre sens.

Tout ce que l'on pourra faire pour accroître la sécurité des tiers sera donc de nature à rendre plus effective l'autonomie que l'on veut reconnaître aux époux. Telle est la signification, par exemple, de dispositions comme celles des articles 221 et 222 (celui-ci inspiré de la loi néerlandaise de 1956) qui consacrent le principe de la bonne foi.

De même, l'exigence d'un minimum d'écrit, pour la preuve des reprises mobilières à l'encontre des créanciers (art. 1402), en accroissant la sécurité de ceux-ci, fortifiera en définitive le crédit du ménage.

Dans les dispositions relatives au passif de la communauté, comme dans celles qui concernent la dissolution et la liquidation, il y a peu d'innovations à signaler par rapport au projet de 1959. Toutefois, les techniciens craignaient que le passif de la communauté réduite aux acquêts ne soit trop chargé, au regard de l'actif, selon le projet initial. C'est en réponse à cette objection que le nouvel article 1410 exclut, en principe, du passif commun les dettes antérieures au mariage ou grevant les successions et libéralités échues aux époux durant le mariage.

On relèvera aussi que lorsque la femme a contracté une obligation avec le consentement du mari, l'article 1419 du présent projet maintient au créancier le droit, qu'il a actuellement, de poursuivre les biens du mari en même temps que ceux de la communauté. Il s'agit d'une mesure destinée tout à la fois à la protection de la femme et à la sécurité des tiers. On peut craindre, en effet, que le mari, au lieu de s'obliger lui-même, ne fasse contracter par la femme, avec son consentement, une obligation à laquelle il est en réalité intéressé. De la même manière, on peut craindre qu'il ne mette sous le nom de la femme un commerce ou une activité professionnelle que lui-même gèrerait en fait, ce qui explique la mesure prise parallèlement dans l'article 1420.

Dans la matière des régimes conventionnels, communautaires ou non, on relèvera surtout, outre quelques innovations secondaires (ainsi, la consécration explicite de la clause de prélèvement de biens communs moyennant indemnité, art. 1511 à 1514), la position prise par le projet à l'égard du régime dotal et de la participation aux acquêts, l'un le plus traditionaliste, l'autre le plus futuriste, des régimes matrimoniaux.

Le projet de 1959 supprimait le régime dotal, sauf à prévoir des clauses de remploi obligatoires qui auraient pu être insérées dans n'importe quel régime matrimonial. Le présent projet a considéré qu'il pouvait y avoir, sans aucun intérêt décisif, des inconvénients sociologiques sérieux à une abolition brutale, encore qu'assurément non rétroactive, du régime dotal historique des régions du Midi. Sans doute, à l'heure actuelle, ce régime n'est plus adopté chaque année que par un petit nombre de ménages (une vingtaine selon les statistiques de 1962, bien qu'il faille peut-être y ajouter une part des « séparations de biens » déclarées dans les départements relevant des anciennes provinces de droit écrit). Néanmoins, au début du siècle, jusqu'à la guerre de 1914, environ 10.000 couples par an, si l'on fait une induction à partir des statistiques de 1898, adoptaient le régime dotal. Il est vrai que sa décadence a dû s'accélérer à partir de là. Mais, il n'est pas téméraire d'estimer (certaines indications de l'enquête sociologique le confirment) que des milliers de ménages âgés sont encore, dans le Midi, mariés sous ce régime. Il a paru inopportun de paraître rejeter dans le néant juridique un régime qui est tout de même le régime effectif d'un nombre important de Français, à un moment où l'on allait introduire dans le Code civil un nouveau régime, celui de la participation aux acquêts, dont la caractéristique première est qu'il n'a encore jamais été pratiqué en France. On pourra probablement savoir d'ici quelques années ce qu'il convient de faire, en définitive, du régime dotal. Mais il est des situations devant lesquelles le législateur doit savoir attendre.

Quant à la participation aux acquêts, le projet en propose une formule (art. 1569 à 1581) qui s'éloigne assez sensiblement de celle de 1959.

En 1959, il s'agissait d'une participation aux acquêts *en nature* qui se manifestait déjà pendant le mariage, comme s'il y avait communauté virtuelle, par des restrictions importantes au droit de chaque époux sur les acquêts. On pouvait dès lors craindre que

l'objectif assigné au régime, qui est de donner à chaque époux une pleine indépendance de gestion, ne soit pas pleinement atteint. Or, symétriquement, la communauté réduite aux acquêts s'est beaucoup rapprochée, sans qu'on y prenne garde, d'une participation aux acquêts de cette sorte, puisqu'elle comporte pratiquement, là où la femme exerce une profession séparée, deux masses d'acquêts pendant le mariage et un système de gestion semi-indépendant, par chaque époux, des biens qu'il a lui-même acquis. On pouvait dès lors se demander si la différence était assez sensible entre les deux régimes pour justifier une espèce de doublet juridique.

Un réexamen des divers types de participation aux acquêts en droit comparé a conduit à la conclusion que, s'il fallait proposer une innovation aux ménages français, il convenait d'en chercher un modèle où l'indépendance des gestions pendant le mariage fût plus fortement marquée : au lieu d'une participation aux acquêts en nature, il fallait essayer de construire une participation aux acquêts *en valeur* ou aux acquêts nets. De ce point de vue, la loi allemande du 18 juin 1958 (loi sur l'égalité de l'homme et de la femme en matière civile) fournissait un modèle techniquement beaucoup plus poussé que, par exemple, les lois scandinaves ou le premier projet belge (dit projet Ciselet). C'est, du reste, dans cette participation en valeur que le nouveau projet belge (publié il y a quelques semaines à peine) a puisé son inspiration principale. Il s'agit d'une participation purement comptable, se dégageant seulement par liquidation à la dissolution du régime matrimonial, ce qui laisse à chaque époux le maximum d'indépendance dans l'administration et la disposition de tous ses biens, même acquêts (sous réserve des libéralités et de la fraude), et évite les complications inhérentes à une participation en nature, où il faut, pendant le mariage, distinguer constamment quatre masses de biens. L'avenir dira si ce régime matrimonial peut satisfaire, dans les générations nouvelles, un désir combiné d'indépendance et de participation aux bénéfices. L'essai législatif vaut d'en être fait, et de l'être sous sa forme la plus claire.

*

* *

En tant que l'hypothèque légale de la femme mariée était la contrepartie de l'administration de ses biens propres par le mari, son maintien dans notre droit pouvait sembler n'être plus justifié.

Il faut prendre garde toutefois que les conventions matrimoniales peuvent toujours conférer au mari l'administration des propres de la femme. Dans ce cas, il peut être utile que les créances de la femme continuent à être garanties. C'est pourquoi le projet, sans supprimer l'hypothèque légale de la femme mariée de style traditionnel, la rend facultative : elle ne pourra être inscrite que lorsque les conventions matrimoniales auront prévu cette faculté (art. 2135).

Amoindrie de ce côté, l'hypothèque légale a été étendue d'un autre : elle pourra servir à garantir la créance du mari, aussi bien que celle de la femme, sous le régime de la participation aux acquêts, car ce régime se traduit, à la dissolution du régime matrimonial, par une créance de l'un des époux contre l'autre (art. 2136). Enfin, dans les situations de crise, il peut être salutaire d'avoir en réserve l'hypothèque légale comme garantie d'un époux à l'égard de l'autre, mais cette utilisation de l'hypothèque légale supposera l'intervention de justice (art. 2137 à 2139).

PROJET DE LOI

Le Premier Ministre,

Sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Vu l'article 39 de la Constitution,

Décète :

Le présent projet de loi, délibéré en Conseil des Ministres, après avis du Conseil d'Etat, sera présenté au Sénat par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article premier.

Les articles 214 à 226 du Code civil (au Livre I^{er}, chapitre VI, *Des devoirs et des droits respectifs des époux*) sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 214. — Si les conventions matrimoniales ne règlent pas la contribution des époux aux charges du mariage, ils y contribuent à proportion de leurs facultés respectives.

« Les charges du mariage incombent au mari, à titre principal. Il est obligé de fournir à la femme tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie selon ses facultés et son état.

« Suivant les régimes matrimoniaux, la femme s'acquitte de sa contribution, soit en la prélevant sur les ressources personnelles dont elle a l'administration et la jouissance, soit par ses apports en dot ou en communauté.

« Si l'un des époux ne remplit pas ses obligations, il peut y être contraint par l'autre dans les formes prévues au Code de procédure civile.

« Art. 215. — Le choix de la résidence de la famille appartient au mari ; la femme est obligée d'habiter avec lui, et il est tenu de la recevoir.

« Lorsque la résidence fixée par le mari présente pour la famille des dangers d'ordre physique ou d'ordre moral, la femme peut, par exception, être autorisée à avoir pour elle et ses enfants une autre résidence que fixe le juge.

« Les époux ne peuvent l'un sans l'autre disposer des droits par lesquels est assuré le logement de la famille, ni des meubles meublants dont il est garni. Celui des deux qui n'a pas donné son consentement à l'acte peut en demander l'annulation : l'action en nullité lui est ouverte dans l'année à partir du jour où il a eu connaissance de l'acte, sans pouvoir jamais être intentée plus d'un an après que le régime matrimonial s'est dissous.

« *Art. 216.* — Chaque époux a la pleine capacité de droit ; mais ses droits et pouvoirs peuvent être limités par l'effet du régime matrimonial.

« *Art. 217.* — Un époux peut être autorisé par justice à passer seul un acte pour lequel le concours ou le consentement de son conjoint serait nécessaire, si celui-ci est hors d'état de manifester sa volonté ou si son refus n'est pas justifié par l'intérêt de la famille.

« L'acte passé dans les conditions fixées par l'autorisation de justice est opposable à l'époux dont le concours ou le consentement a fait défaut, sans qu'il en résulte à sa charge aucune obligation personnelle.

« *Art. 218.* — Un époux peut donner mandat à l'autre de le représenter dans l'exercice des pouvoirs que le régime matrimonial lui attribue.

« *Art. 219.* — Si l'un des époux se trouve hors d'état de manifester sa volonté, l'autre peut se faire habilitier par justice à le représenter, d'une manière générale, ou pour certains actes particuliers, dans l'exercice des pouvoirs résultant du régime matrimonial, les conditions et l'étendue de cette représentation étant fixées par le juge.

« A défaut de pouvoir légal, de mandat ou d'habilitation par justice, les actes faits par un époux en représentation de l'autre ont effet, à l'égard de celui-ci, suivant les règles de la gestion d'affaires.

« *Art. 220.* — Chacun des époux a pouvoir pour passer seul les contrats qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants : toute dette ainsi contractée par l'un oblige l'autre solidairement.

« La solidarité n'a pas lieu, néanmoins, pour des dépenses manifestement excessives, eu égard au train de vie du ménage, à l'utilité ou à l'inutilité de l'opération, à la bonne ou mauvaise foi du tiers contractant.

« Tout achat d'objet destiné au ménage, tant qu'il y a vie commune, n'est valable que du consentement des deux époux, si le prix doit en être payé à tempérament. Celui des deux qui n'a pas consenti au contrat peut en demander l'annulation : l'action en nullité lui est ouverte dans l'année, à partir du jour où il a eu connaissance de l'acte, sans pouvoir jamais être intentée plus d'un an après que le régime matrimonial s'est dissous.

« Art. 220-1. — Si un époux manque gravement à ses devoirs, le Président du tribunal de grande instance peut prescrire les mesures urgentes que requiert l'intérêt de la famille.

« Il peut notamment interdire à cet époux de faire, sans le consentement de l'autre, des actes de disposition sur ses propres biens ou sur ceux de la communauté, meubles ou immeubles. Il peut aussi interdire le déplacement des meubles, sauf à spécifier ceux dont il attribue l'usage personnel à l'un ou à l'autre des conjoints.

« La durée des mesures prévues au présent article doit être déterminée. Elle ne saurait, prolongation éventuellement comprise, dépasser trois ans.

« Art. 220-2. — Si l'ordonnance porte interdiction de faire des actes de disposition sur des biens dont l'aliénation est sujette à publicité, elle doit être publiée à la diligence de l'époux requérant. Cette publication cesse de produire effet à l'expiration de la période déterminée par l'ordonnance, sauf à la partie intéressée à obtenir dans l'intervalle une ordonnance modificative, qui sera publiée de la même manière.

« Si l'ordonnance porte interdiction de disposer des meubles corporels, ou de les déplacer, elle est signifiée par le requérant à son conjoint, et a pour effet de rendre celui-ci gardien responsable des meubles dans les mêmes conditions qu'un saisi. Signifiée à un tiers, elle le constitue de mauvaise foi.

« Art. 220-3. — Sont annulables, à la demande du conjoint requérant, tous les actes accomplis en violation de l'ordonnance, s'ils ont été passés avec un tiers de mauvaise foi, ou même, s'agis-

sant d'un bien dont l'aliénation est sujette à publicité, s'ils sont simplement postérieurs à la publication prévue par l'article précédent.

« L'action en nullité est ouverte à l'époux requérant pendant deux années à partir du jour où il a eu connaissance de l'acte, sans pouvoir jamais être intentée, si cet acte est sujet à publicité, plus de deux ans après sa publication.

« *Art. 221.* — Chacun des époux peut se faire ouvrir, sans le consentement de l'autre, un compte de chèques en son nom personnel.

« L'époux déposant est réputé, à l'égard du dépositaire, avoir la libre disposition des fonds déposés.

« *Art. 222.* — Si l'un des époux se présente seul pour faire un acte d'administration, de jouissance ou de disposition sur un bien meuble qu'il détient corporellement, il est réputé, à l'égard des tiers de bonne foi, avoir le pouvoir de faire seul cet acte.

« Cette disposition n'est pas applicable aux meubles meublants visés à l'article 215, alinéa 3, non plus qu'aux meubles corporels dont la nature fait présumer la propriété de l'autre conjoint conformément à l'article 1404.

« *Art. 223.* — La femme a le droit d'exercer une profession sans le consentement de son mari, et elle peut toujours, pour les besoins de cette profession, aliéner et obliger seule ses biens personnels en pleine propriété, à moins que le contrat de mariage ne les ait déclarés inaliénables.

« Néanmoins, si l'exercice de la profession est de nature à mettre en péril l'intérêt de la famille, le mari peut demander en justice que défense en soit faite à la femme.

« Les engagements professionnels pris par la femme en violation de la défense du juge, et même ceux qu'elle avait pris pendant l'instance, si la défense a été ensuite prononcée, peuvent être annulés à la demande du mari, quand les tiers envers qui ils ont été contractés étaient de mauvaise foi. L'action en nullité est ouverte au mari pendant deux années à partir du jour où il a eu connaissance de l'acte, sans pouvoir jamais être intentée plus de deux ans après que le régime matrimonial s'est dissous.

« *Art. 224.* — Chacun des époux perçoit ses gains et salaires et peut en disposer librement après s'être acquitté des charges du mariage.

« Les biens que la femme acquiert par ses gains et salaires dans l'exercice d'une profession séparée de celle de son mari sont réservés à son administration, à sa jouissance et à sa libre disposition, sauf à observer les limitations apportées par les articles 1425 et 1503 aux pouvoirs respectifs des époux.

« L'origine et la consistance des biens réservés sont établies tant à l'égard des tiers que du mari, suivant les règles de l'article 1402.

« *Art. 225.* — Les créanciers envers lesquels la femme s'est obligée peuvent exercer leurs poursuites sur les biens réservés, lors même que l'obligation n'a pas été contractée par elle dans l'exercice de sa profession.

« *Art. 226.* — Les dispositions du présent chapitre, en tous les points où elles ne réservent pas l'application des conventions matrimoniales, sont applicables, par le seul effet du mariage, quel que soit le régime matrimonial des époux. »

Art. 2.

Le titre cinquième du Livre III du Code civil est remplacé par les dispositions suivantes :

« TITRE CINQUIEME

« Du contrat de mariage et des régimes matrimoniaux.

« CHAPITRE PREMIER

« *Dispositions générales.*

« *Art. 1387.* — La loi ne régit l'association conjugale, quant aux biens, qu'à défaut de conventions spéciales, que les époux peuvent faire comme ils le jugent à propos, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux bonnes mœurs, et, en outre, sous les modifications qui suivent.

« *Art. 1388.* — Les époux ne peuvent déroger ni aux devoirs et aux droits qui résultent pour eux du mariage, ni aux règles de la puissance paternelle, de l'administration légale et de la tutelle.

« *Art. 1389.* — Sans préjudice des libéralités qui pourront avoir lieu selon les formes et dans les cas déterminés par le présent code, les époux ne peuvent faire aucune convention ou renonciation dont l'objet serait de changer l'ordre légal des successions.

« *Art. 1390.* — Ils peuvent, toutefois, stipuler qu'à la dissolution du mariage par la mort de l'un d'eux, le survivant aura la faculté d'acquérir ou, le cas échéant, de se faire attribuer dans le partage, certains biens personnels du prémourant, à charge d'en tenir compte à la succession, d'après la valeur qu'ils auront au jour du décès ou au jour du partage.

« *Art. 1391.* — Le contrat de mariage doit déterminer les biens sur lesquels portera la faculté stipulée au profit du survivant. Il peut fixer des bases d'évaluation et des modalités de paiement, sauf la réduction au profit des héritiers réservataires s'il y a avantage indirect.

« Compte tenu de ces clauses et à défaut d'accord entre les parties, la valeur des biens sera arrêtée par des experts que nommera le tribunal de grande instance.

« *Art. 1392.* — La faculté ouverte au survivant est caduque s'il ne l'a pas exercée dans les neuf mois du décès par une notification faite aux héritiers du prédécédé.

« Lorsqu'elle est faite dans le délai, la notification forme vente au jour du décès ou, le cas échéant, constitue une opération de partage.

« *Art. 1393.* — Les époux peuvent déclarer, de manière générale, qu'ils entendent se marier sous l'un des régimes prévus au présent code.

« A défaut de stipulations spéciales qui dérogent au régime de communauté ou le modifient, les règles établies dans la première partie du chapitre II formeront le droit commun de la France.

« *Art. 1394.* — Toutes les conventions matrimoniales seront rédigées par acte devant notaire, en la présence et avec le consentement simultané de toutes les personnes qui y sont parties ou de leurs mandataires.

« Au moment de la signature du contrat, le notaire délivre aux parties un certificat sur papier libre et sans frais, énonçant ses nom et lieu de résidence, les noms, prénoms,

qualités et demeures des futurs époux, ainsi que la date du contrat. Ce certificat indique qu'il doit être remis à l'officier de l'état civil avant la célébration du mariage.

« Si l'acte de mariage mentionne qu'il n'a pas été fait de contrat, les époux seront, à l'égard des tiers, réputés mariés sous le régime de droit commun, à moins que, dans les actes passés avec ces tiers, ils n'aient déclaré avoir fait un contrat de mariage.

« En outre, si l'un des époux est commerçant lors du mariage ou le devient ultérieurement, le contrat de mariage doit être publié dans les conditions et sous les sanctions prévues par les règlements relatifs au registre du commerce.

« *Art. 1395.* — Les conventions matrimoniales doivent être rédigées avant la célébration du mariage, et ne peuvent prendre effet qu'au jour de cette célébration.

« *Art. 1396.* — Les changements qui seraient apportés aux conventions matrimoniales avant la célébration du mariage doivent être constatés par un acte passé dans les mêmes formes. Nul changement ou contre-lettre n'est, au surplus, valable sans la présence et le consentement simultanés de toutes les personnes qui ont été parties dans le contrat de mariage.

« Tous changements et contre-lettres, même revêtus des formes prescrites par l'article précédent, seront sans effet à l'égard des tiers, s'ils n'ont été rédigés à la suite de la minute du contrat de mariage ; et le notaire ne pourra, à peine des dommages et intérêts des parties, et sous plus grande peine s'il y a lieu, délivrer ni grosses ni expéditions du contrat de mariage sans transcrire à la suite le changement ou la contre-lettre.

« Le mariage célébré, il ne peut être apporté de changement au régime matrimonial que par l'effet d'un jugement, soit à la demande de l'un des époux, dans le cas de la séparation de biens ou des autres mesures judiciaires de protection, soit à la requête conjointe des deux époux, dans le cas de l'article suivant.

« *Art. 1397.* — Si, après deux années d'application, le régime matrimonial se révèle gravement préjudiciable aux intérêts de la famille, les époux pourront convenir de le

modifier, ou même d'en changer entièrement, par un acte notarié qui sera soumis à l'homologation du tribunal de leur domicile.

« Toutes les personnes qui avaient été parties dans le contrat modifié doivent être appelées à l'instance d'homologation ; mais non leurs héritiers, si elles sont décédées.

« Le changement homologué a effet entre les parties à dater du jugement, et à l'égard des tiers, trois mois après que mention en aura été portée en marge de l'un et de l'autre exemplaire de l'acte de mariage. Toutefois, en l'absence même de cette mention, le changement n'en est pas moins opposable aux tiers si, dans les actes passés avec eux, les époux ont déclaré avoir modifié leur régime matrimonial.

« Il sera fait mention du jugement d'homologation sur la minute du contrat de mariage modifié.

« La demande et la décision d'homologation doivent être publiées dans les conditions et sous les sanctions prévues au Code de procédure civile ; en outre, si l'un des époux est commerçant, la décision est publiée dans les conditions et sous les sanctions prévues par les règlements relatifs au registre du commerce.

« Les créanciers, s'il a été fait fraude à leurs droits, pourront former tierce opposition contre le jugement d'homologation dans les conditions du Code de procédure civile. Si une donation avait été faite aux futurs époux sous la condition expresse qu'ils adopteraient certaines conventions matrimoniales, qu'ils ont modifiées, la révocation pourra en être poursuivie conformément aux articles 953, 954 et 956 du présent code.

« *Art. 1398.* — Le mineur habile à contracter mariage est habile à consentir toutes les conventions dont ce contrat est susceptible et les conventions et donations qu'il y a faites sont valables, pourvu qu'il ait été assisté, dans le contrat, des personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage.

« Si des conventions matrimoniales ont été passées sans cette assistance, l'annulation en pourra être demandée par le mineur ou par les personnes dont le consentement était requis, mais seulement jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra la majorité accomplie.

« Art. 1399. — Celui à qui a été nommé un conseil judiciaire ne peut, sans en être assisté, passer de conventions matrimoniales.

« A défaut de cette assistance, lui-même ou son conseil peuvent demander l'annulation dans l'année du mariage.

« CHAPITRE II

« Du régime en communauté.

« Première partie.

« De la communauté légale.

« Art. 1400. — La communauté qui s'établit par la simple déclaration qu'on se marie sous le régime de la communauté, ou à défaut de contrat, est soumise aux règles expliquées dans les trois sections qui suivent.

« SECTION PREMIÈRE

« De ce qui compose la communauté activement et passivement.

« § 1. — De l'actif de la communauté.

« Art. 1401. — La communauté se compose activement des acquêts faits par les époux ensemble ou séparément durant le mariage, et provenant tant de leur industrie personnelle que des économies faites sur les fruits et revenus de leurs biens propres.

« Les biens réservés de la femme, quoique soumis à une gestion distincte en vertu de l'article 224, font partie des acquêts.

« Art. 1402. — Tout bien, meuble ou immeuble, est réputé acquêt de communauté, si l'on ne prouve qu'il est propre à l'un des époux par application d'une disposition de la loi.

« Si le bien est de ceux qui ne portent pas en eux-mêmes preuve ou marque de leur origine, la propriété personnelle de l'époux devra, tant à l'égard du conjoint que des tiers, être établie par écrit. A défaut d'inventaire ou autre preuve préconstituée, le juge pourra prendre en considération tous écrits, notamment titres de famille, registres et papiers domestiques, ainsi que documents de banque et factures.

« Art. 1403. — Chaque époux conserve la pleine propriété de ses propres.

« La communauté n'a droit qu'aux fruits perçus et non consommés. Mais récompense pourra lui être due, à la dissolution

de la communauté, pour les fruits que l'époux a négligé de percevoir ou a consommé frauduleusement, sans qu'aucune recherche, toutefois, soit recevable au-delà des cinq dernières années.

« *Art. 1404.* — Forment des propres par leur nature, quand même ils auraient été acquis pendant le mariage, les vêtements et linges à l'usage personnel de l'un des époux, les actions en réparation d'un dommage corporel ou moral, les créances et pensions incessibles, et, plus généralement, tous les biens et droits exclusivement attachés à la personne.

« Forment aussi des propres par leur nature, mais sauf récompense s'il y a lieu, les instruments de travail nécessaires à la profession de l'un des époux, à moins qu'ils ne soient l'accessoire d'un fonds de commerce ou d'une exploitation faisant partie de la communauté.

« *Art. 1405.* — Restent propres les biens dont les époux avaient la propriété ou la possession au jour de la célébration du mariage, ou qu'ils acquièrent, pendant le mariage, par succession, donation ou leg.

« La libéralité peut stipuler que les biens qui en font l'objet appartiendront à la communauté. Les biens tombent en communauté, sauf stipulation contraire, quand la libéralité est faite aux deux époux conjointement.

« Les biens abandonnés ou cédés par père, mère ou autre ascendant à l'un des époux, soit pour le remplir de ce qu'il lui doit, soit à la charge de payer les dettes du donateur à des étrangers, restent propres, sauf récompense.

« *Art. 1406.* — Forment des propres, sauf récompense s'il y a lieu, les biens acquis à titre d'accessoires d'un bien propre, ainsi que les valeurs nouvelles et autres accroissements se rattachant à des valeurs mobilières propres.

« Forment aussi des propres, par l'effet de la subrogation réelle, les créances et indemnités qui remplacent des propres, ainsi que les biens acquis en emploi ou remploi, conformément aux articles 1434 et 1435.

« *Art. 1407.* — Le bien acquis en échange d'un bien qui appartenait en propre à l'un des époux est lui-même propre, sauf la récompense due à la communauté ou par elle, s'il y a soulte.

« Toutefois, si la soulte mise à la charge de la communauté est supérieure à la valeur du bien cédé, le bien acquis en échange tombe dans la masse commune, sauf récompense au profit du cédant.

« *Art. 1408.* — L'acquisition faite, à titre de licitation ou autrement, de portion d'un bien dont l'un des époux était propriétaire par indivis, ne forme point un acquêt, sauf la récompense due à la communauté pour la somme qu'elle a pu fournir.

« § 2. — *Du passif de la communauté.*

« *Art. 1409.* — La communauté se compose passivement :

« A titre définitif, et sans distinguer entre le mari et la femme, des aliments dus par les époux et des dettes contractées par eux pour l'entretien du ménage et l'éducation des enfants ;

« A titre définitif ou sauf récompense, selon les cas, des autres dettes nées pendant la communauté, soit à la charge du mari, soit à la charge de la femme, d'après les distinctions qui seront faites ci-dessous.

« *Art. 1410.* — Les dettes dont les époux étaient grevés au jour de la célébration de leur mariage, ou dont se trouvent chargées les successions et libéralités qui leur échoient durant le mariage, leur demeurent personnelles, tant en capitaux qu'en arrérages ou intérêts.

« *Art. 1411.* — Les créanciers de l'un ou de l'autre époux, dans le cas de l'article précédent, ne peuvent poursuivre leur paiement que sur les biens propres de leur débiteur.

« Ils peuvent, néanmoins, saisir aussi les biens de la communauté quand le mobilier qui appartient à leur débiteur au jour du mariage ou qui lui est échu par succession ou libéralité a été confondu dans le patrimoine commun et ne peut plus être identifié selon les règles de l'article 1402.

« *Art. 1412.* — Récompense est due à la communauté qui a acquitté la dette personnelle d'un époux.

« *Art. 1413.* — Le paiement des dettes dont le mari vient à être tenu, pour quelque cause que ce soit, pendant la communauté, peut toujours être poursuivi sur les biens communs, à moins qu'il n'y ait eu fraude du mari et mauvaise foi du créancier, et sauf la récompense due à la communauté s'il y a lieu.

« Les biens réservés ne peuvent, toutefois, être saisis par les créanciers du mari, à moins que l'obligation n'ait été contractée pour l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants.

« *Art. 1414.* — Le paiement des dettes dont la femme vient à être tenue pendant la communauté peut être poursuivi sur l'ensemble des biens communs dans les cas suivants :

« 1° Si l'engagement est de ceux qui se forment sans aucune convention ;

« 2° Si l'engagement, formé par convention, l'a été du consentement du mari, ou avec l'habilitation de justice, ainsi qu'il est dit à l'article 1419 ;

« 3° Si l'engagement a été contracté pour l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants, conformément à l'article 220.

« *Art. 1415.* — Toutes autres dettes de la femme n'obligent que ses propres, en pleine propriété, et ses biens réservés.

« *Art. 1416.* — La communauté qui a acquitté une dette pour laquelle elle pouvait être poursuivie en vertu des articles précédents, a droit néanmoins à récompense, toutes les fois que cet engagement avait été contracté dans l'intérêt personnel de l'un des époux, ainsi pour l'acquisition ou l'amélioration d'un bien propre.

« *Art. 1417.* — La communauté a droit à récompense, déduction faite, le cas échéant, du profit retiré par elle, quand elle a payé les amendes encourues par un époux, en raison d'infractions pénales, ou les indemnités auxquelles il avait été condamné pour des délits ou quasi-délits civils.

« Elle a pareillement droit à récompense si la dette qu'elle a acquittée avait été contractée par l'un des époux au préjudice des devoirs que lui imposait le mariage.

« *Art. 1418.* — Lorsqu'une dette est entrée en communauté du chef d'un seul des époux, elle ne peut être poursuivie sur les biens propres de l'autre.

« S'il y a solidarité, la dette est réputée entrer en communauté du chef des deux époux. Mais quand un époux ne fait que donner son consentement à l'obligation de l'autre, c'est seulement du chef de celui-ci que la dette entre en communauté.

« *Art. 1419.* — Toutefois, les créanciers peuvent poursuivre le paiement des dettes que la femme a contractées avec le consen-

tement du mari tant sur les biens de la communauté que sur ceux du mari ou de la femme, sauf la récompense due à la communauté, ou l'indemnité due au mari.

« Si les dettes ont été contractées avec l'habilitation de justice, conformément à l'article 217, le paiement n'en peut être poursuivi que sur les propres de la femme et sur les biens de la communauté.

« *Art. 1420.* — La femme qui exerce une profession séparée oblige ses propres et ses biens réservés par ses engagements professionnels.

« Le paiement de ces engagements peut aussi être poursuivi sur l'ensemble de la communauté et sur les propres du mari, si celui-ci avait donné son accord exprès à l'acte passé par la femme ou à son activité professionnelle, ou même, en l'absence d'un tel accord, s'il s'est ingéré dans l'exercice de la profession.

« SECTION II. — De l'administration de la communauté et des biens propres.

« *Art. 1421.* — Le mari administre seul la communauté, sauf à répondre envers la femme des fautes lourdes qu'il aurait commises dans sa gestion.

« Il peut disposer des biens communs, pourvu que ce soit sans fraude et sous les exceptions qui suivent.

« *Art. 1422.* — Le mari ne peut, même pour l'établissement des enfants communs, disposer entre vifs, à titre gratuit, des biens de la communauté sans le consentement de la femme.

« *Art. 1423.* — Le legs fait par le mari ne peut excéder sa part dans la communauté.

« S'il a légué un effet de la communauté, le légataire ne peut le réclamer en nature, qu'autant que l'effet, par l'événement du partage, tombe au lot des héritiers du mari : si l'effet ne tombe point au lot de ces héritiers, le légataire a la récompense de la valeur totale de l'effet légué, sur la part des héritiers du mari dans la communauté et sur les biens personnels de ce dernier.

« *Art. 1424.* — Le mari ne peut, sans le consentement de la femme, vendre ou grever de droits réels les immeubles, fonds de commerce et exploitations dépendant de la communauté, non plus que les meubles corporels dont l'aliénation est soumise à publicité.

Il ne peut, sans le concours de la femme, percevoir les capitaux provenant de ces opérations.

« Les baux passés par le mari sur les biens communs sont soumis aux règles prévues pour les baux passés par l'usufruitier.

« *Art. 1425.* — La femme a, pour administrer les biens réservés, les mêmes pouvoirs que le mari pour administrer les autres biens communs.

« *Art. 1426.* — Si l'un des époux se trouve, d'une manière durable, hors d'état de manifester sa volonté, ou si sa gestion, soit de la communauté, soit des biens réservés, atteste l'inaptitude ou la fraude, l'autre conjoint peut demander en justice à lui être substitué dans l'exercice de ses pouvoirs. Les règles de la séparation de biens sont applicables à cette demande.

« Le conjoint, ainsi habilité par justice, a les mêmes pouvoirs qu'aurait eu l'époux qu'il remplace ; il passe avec l'autorisation de justice les actes pour lesquels son propre consentement aurait été requis s'il n'y avait pas eu substitution.

« L'époux privé de ses pouvoirs pourra, par la suite, en demander au tribunal la restitution, en établissant que leur transfert à l'autre conjoint n'est plus justifié.

« *Art. 1427.* — Si l'un des époux a outrepassé ses pouvoirs sur les biens communs ou sur les biens réservés, l'autre, à moins qu'il n'ait ratifié l'acte, peut en demander l'annulation.

« L'action en nullité est ouverte au conjoint pendant deux années à partir du jour où il a eu connaissance de l'acte, sans pouvoir jamais être intentée plus de deux ans après la dissolution de la communauté.

« *Art. 1428.* — Chaque époux a l'administration et la jouissance de ses propres et peut en disposer librement.

« *Art. 1429.* — Si l'un des époux se trouve, d'une manière durable, hors d'état de manifester sa volonté, ou s'il compromet les intérêts de la famille, soit en laissant dépérir ses propres, soit en dissipant ou détournant les revenus qu'il en retire, il peut, à la demande de son conjoint, être dessaisi des droits d'administration et de jouissance qui lui sont reconnus par l'article précédent. Les règles de la séparation de biens sont applicables à cette demande.

« A moins que la nomination d'un administrateur judiciaire n'apparaisse nécessaire, le jugement confère au conjoint deman-

deur le pouvoir d'administrer les propres de l'époux dessaisi, ainsi que d'en percevoir les fruits, qui devront être appliqués par lui aux charges du mariage et l'excédent employé au profit de la communauté.

« A compter de la demande, l'époux dessaisi ne peut disposer seul que de la nue-propiété de ses biens.

« Il pourra, par la suite, demander en justice à rentrer dans ses droits, s'il établit que les causes qui avaient justifié le dessaisissement n'existent plus.

« *Art. 1430.* — Le mari n'est point garant du défaut d'emploi ou de remploi des biens propres à la femme, à moins qu'il ne se soit ingéré dans les opérations d'aliénation ou d'encaissement, ou qu'il ne soit prouvé que les deniers ont été reçus par lui, ou ont tourné à son profit.

« *Art. 1431.* — Si, pendant le mariage, l'un des époux confie à l'autre l'administration de ses propres, les règles du mandat sont applicables. L'époux mandataire est, toutefois, dispensé de rendre compte des fruits, lorsque la procuration ne l'y oblige pas expressément.

« *Art. 1432.* — Quand l'un des époux prend en mains la gestion des biens propres de l'autre, au su de celui-ci, et néanmoins sans opposition de sa part, il est censé avoir reçu un mandat tacite, couvrant les actes d'administration et de jouissance, mais non les actes de disposition.

« Cet époux répond de sa gestion envers l'autre comme un mandataire. Il n'est, cependant, comptable que des fruits existants ; pour ceux qu'il aurait négligé de percevoir ou consommés frauduleusement, il ne peut être recherché que dans la limite des cinq dernières années.

« Si c'est au mépris d'une opposition constatée que l'un des époux s'est immiscé dans la gestion des propres de l'autre, il est responsable de toutes les suites de son immixtion, et comptable sans limitation de tous les fruits qu'il a perçus ou négligé de percevoir.

« *Art. 1433.* — La communauté doit récompense à l'époux propriétaire toutes les fois qu'elle a tiré profit de biens propres.

« Il en est ainsi, notamment, quand elle a encaissé des deniers propres ou provenant de la vente d'un propre, sans qu'il en ait été fait emploi ou remploi.

« *Art. 1434.* — L'emploi ou le remploi est censé fait à l'égard d'un époux, toutes les fois que, lors d'une acquisition, il a déclaré qu'elle était faite de deniers propres ou provenus de l'aliénation d'un propre, et pour lui tenir lieu d'emploi ou de remploi. A défaut de cette déclaration dans l'acte, l'emploi ou le remploi n'a lieu que par l'accord des époux, et il ne produit ses effets que dans leurs rapports réciproques.

« Si l'emploi ou le remploi est fait par anticipation, le bien acquis est propre, sous la condition que les sommes attendues du patrimoine propre soient versées dans la communauté avant qu'elle ne soit liquidée.

« Quand le prix du bien acquis excède la somme dont il a été fait emploi ou remploi, la communauté a droit à récompense pour l'excédent. Si, toutefois, le montant de la récompense devait être supérieur à la moitié du prix, le bien acquis tomberait en communauté, sauf la récompense due à l'époux.

« *Art. 1435.* — La déclaration du mari que l'acquisition est faite de deniers propres à la femme et pour lui servir d'emploi ou de remploi ne suffit point, si cet emploi ou remploi n'a été formellement accepté par elle avant la liquidation définitive ; si elle ne l'a pas accepté, elle a simplement droit à la récompense du prix du bien vendu.

« *Art. 1436.* — La récompense du prix du bien appartenant au mari ne s'exerce que sur la masse de la communauté ; celle du prix du bien appartenant à la femme s'exerce sur les biens personnels du mari, en cas d'insuffisance des biens communs.

« Dans tous les cas, on prend en considération le prix de la vente, quelque allégation qui soit faite touchant la valeur qu'aurait eue le bien au jour de l'aliénation, sauf à avoir égard aussi au profit procuré à la communauté, comme il sera expliqué à l'article 1469.

« *Art. 1437.* — Toutes les fois qu'il est pris sur la communauté une somme, soit pour acquitter les dettes ou charges personnelles à l'un des époux, telles que le prix ou partie du prix d'un immeuble à lui propre ou le rachat des services fonciers, soit pour le recouvrement, la conservation ou l'amélioration de ses biens personnels, et généralement toutes les fois que l'un des deux époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté, il en doit la récompense.

« *Art. 1438.* — Si le père et la mère ont doté conjointement l'enfant commun sans exprimer la portion pour laquelle ils entendaient y contribuer, ils sont censés avoir doté chacun pour moitié, soit que la dot ait été fournie ou promise en effets de la communauté, soit qu'elle l'ait été en biens personnels à l'un des deux époux.

« Au second cas, l'époux dont l'immeuble ou l'effet personnel a été constitué en dot, a, sur les biens de l'autre, une action en indemnité pour la moitié de ladite dot, eu égard à la valeur de l'effet donné, au temps de la dotation.

« *Art. 1439.* — La dot constituée à l'enfant commun en biens de la communauté est à la charge de celle-ci.

« Elle doit être supportée pour moitié par la femme, à la dissolution de la communauté, à moins que le mari, en la constituant, n'ait déclaré expressément qu'il s'en chargerait pour le tout ou pour une part supérieure à la moitié.

« *Art. 1440.* — La garantie de la dot est due par toute personne qui l'a constituée ; et ses intérêts courent du jour du mariage, encore qu'il y ait terme pour le paiement, s'il n'y a stipulation contraire.

« SECTION III. — De la dissolution de la communauté.

« § 1. — *Des causes de dissolution et de la séparation de biens.*

« *Art. 1441.* — La communauté se dissout :

« 1° Par la mort ; 2° par l'absence, sous les distinctions des articles 124 et 129 du présent code ; 3° par le divorce ; 4° par la séparation de corps ; 5° par la séparation de biens ; 6° par le changement du régime matrimonial.

« *Art. 1442.* — Hors le cas de l'article 124, il ne peut y avoir lieu à la continuation de la communauté, malgré toutes conventions contraires.

« Si, par la faute de l'un des époux, toute cohabitation et collaboration avaient pris fin entre eux dès avant que la communauté ne fût réputée dissoute selon les règles qui régissent les différentes causes prévues à l'article précédent, l'autre conjoint pourrait demander que, dans leurs rapports mutuels, l'effet de la dissolution fût reporté à la date où ils avaient cessé de cohabiter et de collaborer.

« *Art. 1443.* — Si, par le désordre des affaires d'un époux, sa mauvaise administration ou son inconduite, il apparaît que le maintien de la communauté met en péril les intérêts de l'autre conjoint, celui-ci peut poursuivre la séparation de biens en justice.

« Toute séparation volontaire est nulle.

« *Art. 1444.* — La séparation de biens, quoique prononcée en justice, est nulle si les poursuites tendant à liquider les droits des parties n'ont pas été commencées dans les trois mois qui suivent le jugement et n'ont pas abouti au règlement définitif dans l'année de l'acte initial. Le délai d'un an peut être prorogé par le président du tribunal statuant en la forme des référés.

« *Art. 1445.* — La demande et le jugement de séparation de biens doivent être publiés dans les conditions et sous les sanctions prévues par le Code de procédure civile, ainsi que par les règlements relatifs au commerce si l'un des époux est commerçant.

« Le jugement qui prononce la séparation de biens remonte, quant à ses effets, au jour de la demande.

« Il sera fait mention du jugement en marge de l'acte de mariage ainsi que sur la minute du contrat de mariage.

« *Art. 1446.* — Les créanciers d'un époux ne peuvent demander de son chef la séparation de biens.

« *Art. 1447.* — Quand l'action en séparation de biens a été introduite, les créanciers peuvent sommer les époux par acte d'avoué à avoué de leur communiquer la demande et les pièces justificatives. Ils peuvent même intervenir à l'instance pour la conservation de leurs droits.

« Si la séparation a été prononcée en fraude de leurs droits, ils peuvent se pourvoir contre elle par voie de tierce opposition, dans les conditions prévues au Code de procédure civile.

« *Art. 1448.* — L'époux qui a obtenu la séparation de biens doit contribuer, proportionnellement à ses facultés et à celles de son conjoint, tant aux frais du ménage qu'à ceux d'éducation des enfants.

« Il doit supporter entièrement ces frais, s'il ne reste rien à l'autre.

« *Art. 1449.* — La séparation de biens prononcée en justice a pour effet de placer les époux sous le régime des articles 1536 et suivants.

« Le tribunal, en prononçant la séparation à la demande de la femme, peut ordonner que le mari versera sa contribution entre les mains de celle-ci, laquelle assumera désormais à l'égard des tiers, le règlement de toutes les charges du mariage.

« *Art. 1450 à 1466. — Abrogés.*

« § 2. — *De la liquidation et du partage de la communauté.*

« *Art. 1467.* — La communauté dissoute, chacun des époux reprend ceux de ses biens qui n'étaient point entrés en communauté, s'ils existent en nature, ou les biens qui y ont été subrogés.

« Il y a lieu ensuite à la liquidation de la masse commune, active et passive.

« *Art. 1468.* — Il est établi, au nom de chaque époux, un compte des récompenses que la communauté lui doit et des récompenses qu'il doit à la communauté, d'après les règles prescrites aux sections précédentes.

« *Art. 1469.* — La récompense est, en général, égale à la plus faible des deux sommes que représentent la dépense faite et le profit subsistant.

« Elle ne peut, toutefois, être moindre que la dépense faite quand celle-ci était nécessaire.

« Et elle ne peut être moindre que le profit subsistant, quand la valeur empruntée a servi à acquérir ou à améliorer un bien qui se retrouve, au jour de la dissolution de la communauté, dans le patrimoine emprunteur. Si le bien acquis ou amélioré a été aliéné pendant la communauté, le profit est évalué au jour de l'aliénation ; si un nouveau bien a été subrogé au bien aliéné, le profit est évalué sur ce nouveau bien.

« *Art. 1470.* — Si, balance faite, le compte présente un solde en faveur de la communauté, l'époux en rapporte le montant à la masse commune.

« S'il présente un solde en faveur de l'époux, celui-ci a le choix ou d'en exiger le paiement ou de prélever des biens communs jusqu'à due concurrence.

« *Art. 1471.* — Les prélèvements s'exercent d'abord sur l'argent comptant, ensuite sur les meubles, et subsidiairement sur les immeubles de la communauté. L'époux qui opère le prélèvement a le droit de choisir les meubles et les immeubles qu'il prélèvera.

Il ne saurait, cependant, s'il existe des biens suffisants, préjudicier par son choix aux droits que son conjoint peut tenir des articles 815 et 832 du présent code.

« Les prélèvements de la femme s'exercent avant ceux du mari.

« *Art. 1472.* — Le mari ne peut exercer ses prélèvements que sur les biens de la communauté.

« La femme, en cas d'insuffisance de la communauté, exerce ses reprises sur les biens personnels du mari.

« *Art. 1473.* — Les récompenses dues par la communauté ou à la communauté emportent les intérêts de plein droit du jour de la dissolution.

« *Art. 1474.* — Les prélèvements en biens communs forment une opération de partage. Ils ne confèrent à l'époux qui les exerce aucun droit d'être préféré aux créanciers de la communauté, sauf la préférence résultant, s'il y a lieu, de l'hypothèque légale.

« *Art. 1475.* — Après que tous les prélèvements ont été exécutés sur la masse, le surplus se partage par moitié entre les époux.

« Si un immeuble de la communauté est l'annexe d'un autre immeuble appartenant en propre à l'un des conjoints, ou s'il est contigu à cet immeuble, le conjoint propriétaire a la faculté de se le faire attribuer par imputation sur sa part ou moyennant soulte, d'après la valeur du bien au jour où l'attribution est demandée.

« *Art. 1476.* — Le partage de la communauté, pour tout ce qui concerne ses formes, le maintien de l'indivision et l'attribution préférentielle, la licitation des biens, les effets du partage, la garantie et les soultes, est soumis à toutes les règles qui sont établies au titre « *Des successions* » pour les partages entre cohéritiers.

« Toutefois, le maintien de l'indivision tel qu'il est prévu pour certains biens par l'article 815, ne peut être exigé quand ces biens font partie d'une communauté qui a été dissoute par divorce, séparation de corps ou séparation de biens.

« *Art. 1477.* — Celui des époux qui aurait diverti ou recélé quelques effets de la communauté, est privé de sa portion dans lesdits effets.

« *Art. 1478.* — Après le partage consommé, si l'un des deux époux est créancier personnel de l'autre, comme lorsque le prix

de son bien a été employé à payer une dette personnelle de son conjoint, ou pour toute autre cause, il exerce sa créance sur la part qui est échue à celui-ci dans la communauté ou sur ses biens personnels.

« *Art. 1479.* — Les créances personnelles que les époux ont à exercer l'un contre l'autre ne donnent pas lieu à prélèvement et ne portent intérêt que du jour de la sommation.

« *Art. 1480.* — Les donations que l'un des époux a pu faire à l'autre ne s'exécutent que sur la part du donateur dans la communauté et sur ses biens personnels.

« *Art. 1481.* — Si la communauté est dissoute par la mort de l'un des époux, le survivant a droit, pendant les neuf mois qui suivent, à la nourriture et au logement, ainsi qu'aux frais de deuil, le tout à la charge de la communauté, en ayant égard tant aux facultés de celle-ci qu'à la situation du ménage.

« Ce droit du survivant est exclusivement attaché à sa personne.

« § 3. — *De l'obligation et de la contribution au passif après le partage.*

« *Art. 1482.* — Si le passif commun n'a pas été entièrement acquitté lors du partage, chacun des époux peut être poursuivi pour la totalité des dettes encore existantes qui étaient entrées en communauté de son chef.

« *Art. 1483.* — Chacun des époux ne peut être poursuivi que pour la moitié des dettes qui étaient entrées en communauté du chef de son conjoint.

« Il n'en est tenu, sauf le cas de recel, que jusqu'à concurrence de son émolument, pourvu qu'il y ait eu inventaire, et à charge de rendre compte tant du contenu de cet inventaire que de ce qui lui est échu par le partage, ainsi que du passif commun déjà acquitté.

« *Art. 1484.* — L'inventaire prévu à l'article précédent doit avoir lieu dans les formes réglées par le Code de procédure civile, contradictoirement avec l'autre époux ou lui dûment appelé. Il doit être clos dans les neuf mois du jour où la communauté a été dissoute, sauf prorogation accordée par le juge des référés. Il doit être affirmé sincère et véritable devant l'officier public qui l'a reçu.

« *Art. 1485.* — Chacun des époux contribue pour moitié aux dettes de communauté pour lesquelles il n'était pas dû de récompense, ainsi qu'aux frais de scellé, inventaire, vente de mobilier, liquidation, licitation et partage.

« Il supporte seul les dettes qui n'étaient devenues communes que sauf récompense à sa charge.

« *Art. 1486.* — L'époux qui peut se prévaloir du bénéfice de l'article 1483, alinéa second, ne contribue pas pour plus que son émolument aux dettes qui étaient entrées en communauté du chef de l'autre époux, à moins qu'il ne s'agît de dettes pour lesquelles il aurait dû récompense.

« *Art. 1487.* — L'époux qui a payé au-delà de la portion dont il était tenu par application des articles précédents a, contre l'autre, un recours pour l'excédent.

« *Art. 1488.* — Il n'a point, pour cet excédent, de répétition contre le créancier à moins que la quittance n'exprime qu'il n'entend payer que dans la limite de son obligation.

« *Art. 1489.* — Celui des deux époux qui, par l'effet de l'hypothèque exercée sur l'immeuble à lui échu en partage, se trouve poursuivi pour la totalité d'une dette de communauté, a de droit son recours contre l'autre pour la moitié de cette dette.

« *Art. 1490.* — Les dispositions des articles précédents ne font point obstacle à ce que, sans préjudicier aux droits des tiers, l'un ou l'autre des époux soit chargé par le partage de payer une quotité de dettes autre que celle qui est fixée ci-dessus, ou même soit chargé d'acquitter le passif entièrement.

« *Art. 1491.* — Tout ce qui est dit dans la présente section à l'égard de l'un ou de l'autre époux, a lieu à l'égard des héritiers de l'un ou de l'autre ; et ces héritiers exercent les mêmes droits, hormis celui de l'article 1481, et sont soumis aux mêmes actions que le conjoint qu'ils représentent.

« *Art. 1492 à 1496.* — *Abrogés.*

« Deuxième partie.

« *De la communauté conventionnelle.*

« *Art. 1497.* — Les époux peuvent, dans leur contrat de mariage, modifier la communauté légale par toute espèce de conventions non contraires aux articles 1387, 1388 et 1389.

« Ils peuvent, notamment convenir :

« 1° Que la communauté embrassera les meubles et les acquêts ;

« 2° Qu'il sera dérogé aux règles concernant l'administration ;

« 3° Que l'un des époux aura la faculté de prélever certains biens moyennant indemnité ;

« 4° Que l'un des époux aura un préciput ;

« 5° Que les époux auront des parts inégales ;

« 6° Qu'il y aura entre eux communauté universelle.

« Les règles de la communauté légale restent applicables en tous les points qui n'ont pas fait l'objet de la convention des parties.

« SECTION PREMIÈRE

« De la communauté de meubles et acquêts.

« *Art. 1498.* — Lorsque les époux conviennent qu'il y aura entre eux communauté de meubles et acquêts, l'actif commun comprend, outre les biens qui en feraient partie sous le régime de la communauté légale, les biens meubles dont les époux avaient la propriété ou la possession au jour du mariage ou qui leur sont échus depuis par succession ou libéralité, à moins que le donateur ou testateur n'ait stipulé le contraire.

« Restent propres, néanmoins, ceux de ces biens meubles qui auraient formé des propres par leur nature en vertu de l'article 1404, sous le régime légal, s'ils avaient été acquis pendant la communauté.

« *Art. 1499.* — Entrent dans le passif commun, sous ce régime, outre les dettes qui en feraient partie sous le régime légal, une fraction de celles dont les époux étaient déjà grevés quand ils se sont mariés, ou dont se trouvent chargées des successions et libéralités qui leur étoient durant le mariage.

« La fraction de passif que doit supporter la communauté est proportionnelle à la fraction d'actif qu'elle recueille, d'après les règles de l'article précédent, soit dans le patrimoine de l'époux au jour du mariage, soit dans l'ensemble des biens qui font l'objet de la succession ou libéralité.

« Pour l'établissement de cette proportion, la consistance et la valeur de l'actif se prouvent conformément à l'article 1402.

« *Art. 1500.* — Les dettes dont la communauté est tenue en contrepartie des biens qu'elle recueille sont à sa charge définitive.

« *Art. 1501.* — La répartition du passif antérieur au mariage ou grevant les successions et libéralités ne peut préjudicier aux créanciers. Ils conservent, dans tous les cas, le droit de saisir les biens qui formaient auparavant leur gage. Ils peuvent même poursuivre leur paiement sur l'ensemble de la communauté lorsque le mobilier de leur débiteur a été confondu dans le patrimoine commun et ne peut plus être identifié selon les règles de l'article 1402.

« *Art. 1502.* — Une dette de la femme ne peut être traitée comme faisant partie du passif antérieur au mariage que si elle a acquis date certaine avant le jour de la célébration.

« SECTION II. — Des clauses relatives à l'administration.

« § 1. — De la clause de la main commune.

« *Art. 1503.* — Les époux peuvent convenir qu'ils administreront conjointement la communauté.

« En ce cas, les actes de disposition et même d'administration des biens communs, y compris les biens réservés, doivent être faits sous la signature conjointe du mari et de la femme, et ils emportent de plein droit solidarité des obligations.

« Les actes conservatoires peuvent être faits séparément par chaque époux.

« § 2. — De la clause de représentation mutuelle.

« *Art. 1504.* — Les époux peuvent, par le contrat de mariage, se donner pouvoir réciproque d'administrer les biens communs, y compris les biens réservés.

« Les actes d'administration que l'un d'eux a faits seul, en vertu de cette clause, sont opposables à l'autre.

« Les actes de disposition ne peuvent être faits que du consentement commun des deux époux.

« § 3. — De la clause d'unité d'administration.

« *Art. 1505.* — Les époux peuvent convenir que le mari aura l'administration des biens propres de la femme.

« Cette clause a pour effet de faire entrer dans l'actif commun la jouissance des propres de l'un et de l'autre époux, et dans le passif commun les charges usufruituaires correspondantes.

« *Art. 1506.* — Le femme n'oblige alors que la nue-propiété de ses propres et ses biens réservés par ses obligations postérieures au mariage, à moins qu'il ne s'agisse d'engagements professionnels ou de dettes qui doivent entrer dans le passif commun selon l'article 1414 ; auxquels cas elle oblige la pleine propriété de tous ses biens.

« *Art. 1507.* — Sur les biens propres de la femme, le mari peut faire seul tous les actes d'administration.

« Toutefois, les baux qu'il a consentis sont soumis aux règles prévues pour les baux passés par l'usufruitier.

« *Art. 1508.* — Si le mari ne peut, à la dissolution de la communauté, représenter en nature les valeurs mobilières appartenant à la femme, il est comptable de leur estimation à cette date, à moins qu'il ne justifie soit d'un emploi utile, soit d'une aliénation à laquelle la femme a consenti.

« *Art. 1509.* — La femme peut seule faire des actes de disposition sur ses biens propres, mais lorsqu'elle les fait sans le consentement du mari, elle ne peut disposer que de la nue-propiété de ses biens, si ce n'est pour les besoins de sa profession.

« *Art. 1510.* — Le mari répond envers sa femme de toutes les fautes qu'il a commises dans son administration.

« SECTION III. — De la clause de prélèvement moyennant indemnité.

« *Art. 1511.* — Les époux peuvent stipuler que le survivant d'eux ou l'un d'eux s'il survit, ou même l'un d'eux dans tous les cas de dissolution de la communauté, aura la faculté de prélever certains biens communs, à charge d'en tenir compte à la communauté d'après la valeur qu'ils auront au jour du partage, s'il n'en a été autrement convenu.

« *Art. 1512.* — Le contrat de mariage peut fixer des bases d'évaluation et des modalités de paiement. Compte tenu de ces clauses et à défaut d'accord entre les parties, la valeur des biens sera arrêtée par expertise.

« *Art. 1513.* — La faculté de prélèvement est caduque si l'époux bénéficiaire ne l'a pas exercée dans les neuf mois de la dissolution de la communauté, par une notification adressée à l'autre partie.

« *Art. 1514.* — Le prélèvement est une opération de partage : les biens prélevés sont imputés sur la part de l'époux bénéficiaire ; si leur valeur excède cette part, il y a lieu au versement d'une soulte.

« Les époux peuvent convenir que l'indemnité due par l'auteur du prélèvement s'imputera subsidiairement sur ses droits dans la succession de l'époux prédécédé.

« SECTION IV. — Du préciput.

« *Art. 1515.* — Il peut être convenu, dans le contrat de mariage, que le survivant des époux, ou l'un d'eux s'il survit, sera autorisé à prélever sur la communauté, avant tout avantage, soit une certaine somme, soit certains biens en nature, soit une certaine quantité d'une espèce déterminée de biens.

« *Art. 1516.* — Le préciput n'est point regardé comme une donation, soit quant au fond, soit quant à la forme, mais comme une convention de mariage et entre associés.

« *Art. 1517.* — *Abrogé.*

« *Art. 1518.* — Lorsque la communauté se dissout du vivant des époux, il n'y a pas lieu à la délivrance actuelle du préciput ; mais l'époux au profit duquel il a été stipulé conserve ses droits pour le cas de survie, à moins qu'il n'y ait eu jugement de divorce ou de séparation de corps prononcé contre lui. Il peut exiger une caution de son conjoint en garantie de ses droits.

« *Art. 1519.* — Les créanciers de la communauté ont toujours le droit de faire vendre les effets compris dans le préciput, sauf le recours de l'époux sur le reste de la communauté.

« SECTION V. — De la stipulation de parts inégales.

« *Art. 1520.* — Les époux peuvent déroger au partage égal établi par la loi.

« *Art. 1521.* — Lorsqu'il a été stipulé que l'époux ou ses héritiers n'auront qu'une certaine part dans la communauté, comme le tiers ou le quart, l'époux ainsi réduit ou ses héritiers ne supportent les dettes de la communauté que proportionnellement à la part qu'ils prennent dans l'actif.

« Le convention est nulle si elle oblige l'époux ainsi réduit ou ses héritiers à supporter une plus forte part, ou si elle les dispense de supporter une part dans les dettes égale à celle qu'ils prennent dans l'actif.

« *Art. 1522, 1523. — Abrogés.*

« *Art. 1524.* — L'attribution de la communauté entière ne peut être convenue que pour le cas de survie, soit au profit d'un époux désigné, soit au profit de celui qui survivra quel qu'il soit. L'époux qui retient ainsi la totalité de la communauté est obligé d'en acquitter toutes les dettes.

« Il peut aussi être convenu, pour le cas de survie, que l'un des époux aura, outre sa moitié, l'usufruit de la part du prédécédé. En ce cas, il contribuera aux dettes, quant à l'usufruit, suivant les règles de l'article 612.

« Les dispositions de l'article 1518 sont applicables à ces clauses quand la communauté se dissout du vivant des deux époux.

« *Art. 1525.* — La clause d'attribution intégrale n'est point réputée une donation, ni quant au fond, ni quant à la forme, mais simplement une convention de mariage et entre associés.

« Sauf stipulation contraire, elle n'empêche pas les héritiers du conjoint prédécédé de faire la reprise des apports et capitaux tombés dans la communauté du chef de leur auteur.

« SECTION VI. — De la communauté universelle.

« *Art. 1526.* — Les époux peuvent établir par leur contrat de mariage une communauté universelle de leurs biens tant meubles qu'immeubles, présents et à venir. Toutefois, sauf stipulation contraire, les biens que l'article 1404 déclare propres par leur nature ne tombent point dans cette communauté.

« La communauté universelle supporte définitivement toutes les dettes des époux, présentes et futures.

« *Dispositions communes aux deux parties du chapitre II.*

« *Art. 1527.* — Les avantages que l'un et l'autre des époux peut retirer des clauses d'une communauté conventionnelle, ainsi que ceux qui peuvent résulter de la confusion du mobilier ou des dettes, ne sont point regardés comme des donations.

« Néanmoins, dans le cas où il y aurait des enfants d'un précédent mariage, toute convention qui aurait pour conséquence de donner à l'un des époux au-delà de la portion réglée par l'article 1098, au titre « *Des donations entre vifs et des testaments* », sera sans effet pour tout l'excédent ; mais les simples bénéfices résultant des travaux communs et des économies faites sur les revenus respectifs quoique inégaux, des deux époux, ne sont pas considérés comme un avantage fait au préjudice des enfants d'un précédent lit.

« *Art. 1528 et 1529. — Abrogés.*

« CHAPITRE III

« *Du régime sans communauté.*

« *Art. 1530. —* Lorsque les époux déclarent qu'ils se marient sans communauté, chacun d'eux conserve en propre les biens qu'il avait au jour du mariage, ainsi que ceux qu'il acquerra pendant le mariage, tant à titre onéreux qu'à titre gratuit.

« La femme apporte les fruits de ses biens au mari pour soutenir les charges du mariage.

« *Art. 1531. —* Les biens de la femme, à l'exception des biens réservés, sont administrés par le mari. Les articles 1507 à 1509 sont applicables à son administration.

« Les actes de disposition ne sont permis qu'à la femme ; mais lorsqu'elle les fait sans le consentement du mari, elle ne peut disposer que de la nue-propriété de ses biens, si ce n'est pour les besoins de sa profession.

« *Art. 1532. —* Chacun des époux ne peut être poursuivi que pour les dettes qui sont nées de son chef, hors le cas de l'article 220.

« La femme n'oblige que la nue-propriété de ses propres et ses biens réservés par ses obligations postérieures au mariage, à moins qu'il ne s'agisse d'engagements professionnels ou de dettes qui, sous le régime de la communauté, seraient entrées dans le passif commun selon l'article 1414 ; auxquels cas elle oblige la pleine propriété de tous ses biens.

« *Art. 1533. —* Le mari doit supporter toutes les charges de l'usufruit, ainsi que les intérêts et arrérages dont la femme est tenue.

« *Art. 1534.* — Il peut être convenu que la femme touchera annuellement, sur ses seules quittances, certaine portion de ses revenus, sauf à supporter les charges correspondantes, ou qu'elle administrera elle-même certains de ses biens.

« *Art. 1535.* — Si le désordre des affaires du mari, sa mauvaise administration ou son inconduite, mettent en péril les intérêts de la femme, celle-ci pourra poursuivre la séparation de biens, selon les règles prévues aux articles 1443 et suivants.

« A la dissolution du régime sans communauté, pour quelque cause que ce soit, il est dressé un compte des sommes que les époux peuvent se devoir réciproquement, et ils se font raison du solde. Les créances entre les époux ne portent intérêt que du jour de la sommation.

« CHAPITRE IV

« *Du régime de séparation de biens.*

« *Art. 1536.* — Lorsque les époux ont stipulé dans leur contrat de mariage qu'ils seraient séparés de biens, chacun d'eux conserve l'administration, la jouissance et la libre disposition de ses biens personnels.

« Chacun d'eux reste seul tenu des dettes nées en sa personne, avant ou pendant le mariage, hors le cas de l'article 220.

« *Art. 1537.* — Les époux contribuent aux charges du mariage suivant les conventions contenues en leur contrat ; et, s'il n'en existe point à cet égard, dans la proportion déterminée à l'article 214.

« *Art. 1538.* — Les biens sur lesquels aucun des époux ne peut justifier d'une propriété exclusive sont réputés leur appartenir indivisément, à chacun pour moitié.

« Les présomptions de propriété énoncées au contrat de mariage ont effet à l'égard des tiers, aussi bien que dans les rapports entre époux, s'il n'en a été autrement convenu. La preuve contraire sera de droit, et elle se fera par tous les moyens propres à établir que les biens n'appartiennent pas à l'époux que la présomption désigne ou même, s'ils lui appartiennent, qu'il les a acquis par une libéralité de l'autre époux.

« *Art. 1539.* — Les articles 1430, 1431 et 1432 sont applicables aux époux séparés de biens.

« CHAPITRE V

« *Du régime dotal.*

« *Art. 1540.* — La dot est le bien que la femme apporte au mari pour supporter les charges du mariage ; mais elle ne peut être aliénée qu'à charge de remploi ou pour les besoins de la famille.

« SECTION PREMIÈRE

« *Des biens dotaux et paraphernaux et de leur administration.*

« *Art. 1541.* — Il n'est de biens dotaux inaliénables que ceux qui sont expressément déclarés tels dans le contrat de mariage, soit par la femme elle-même, soit par un tiers, comme condition d'une donation faite à la femme.

« Tous les autres biens de la femme sont paraphernaux, et elle a sur eux les mêmes droits d'administration, de jouissance et de libre disposition qu'une femme séparée de biens.

« *Art. 1542.* — La constitution de dot peut frapper tous les biens présents et à venir de la femme, ou tous ses biens présents seulement, ou une partie de ses biens présents et à venir, ou même un objet individuel.

« La constitution, en termes généraux, de tous les biens de la femme ne comprend pas les biens à venir.

« La constitution de dot, quelle qu'en soit l'étendue, ne frappe pas les biens réservés de la femme : ces biens sont paraphernaux.

« *Art. 1543.* — La dot ne peut être constituée ni même augmentée pendant le mariage.

« Le régime dotal peut être modifié pendant le mariage, soit par de nouvelles conventions matrimoniales dans les conditions de l'article 1397, soit par la séparation de biens, conformément à l'article 1563. Toutefois, après la séparation de biens, la dot reste inaliénable entre les mains de la femme.

« *Art. 1544.* — Si les père et mère constituent conjointement une dot, sans distinguer la part de chacun, elle sera censée constituée par portions égales.

« Si la dot est constituée par le père seul pour droits paternels et maternels, la mère, quoi que présente au contrat, ne sera point engagée, et la dot demeurera en entier à la charge du père.

« *Art. 1545.* — Si le survivant des père et mère constitue une dot pour biens paternels et maternels, sans spécifier les portions, la dot se prendra d'abord sur les droits du futur époux dans les biens du conjoint prédécédé, et le surplus sur les biens du constituant.

« *Art. 1546.* — Quoique la fille dotée par ses père et mère ait des biens à elle propres dont ils jouissent, la dot sera prise sur les biens des constituants, s'il n'y a stipulation contraire.

« *Art. 1547.* — Ceux qui constituent une dot sont tenus à la garantie des objets constitués.

« *Art. 1548.* — Les intérêts de la dot courent de plein droit, du jour du mariage, contre ceux qui l'ont promise, encore qu'il y ait terme pour le paiement, s'il n'y a stipulation contraire.

« *Art. 1549.* — Le mari seul a l'administration des biens dotaux pendant le mariage.

« Il a seul le droit d'en poursuivre les débiteurs et les détenteurs, d'en percevoir les fruits et les intérêts, et de recevoir le remboursement des capitaux.

« Cependant, il peut être convenu, par le contrat de mariage, que la femme touchera annuellement, sur ses seules quittances, une partie de ses revenus pour son entretien et ses besoins personnels.

« *Art. 1550.* — Le mari n'est pas tenu de fournir caution pour la réception de la dot, s'il n'y a pas été assujéti par le contrat de mariage.

« *Art. 1551.* — Si la dot ou partie de la dot consiste en objets mobiliers mis à prix par le contrat, sans déclaration que l'estimation n'en fait pas vente, le mari en devient propriétaire et n'est débiteur que du prix donné au mobilier.

« Les biens meubles constitués en dot qui ne deviennent pas la propriété du mari peuvent être aliénés par ce dernier, dans l'exercice des pouvoirs qu'il tient de l'article 1549, lorsque l'aliénation est nécessaire à la bonne administration de la dot.

« *Art. 1552.* — L'estimation donnée à l'immeuble constitué en dot n'en transporte point la propriété au mari, s'il n'y en a déclaration expresse.

« *Art. 1553.* — L'immeuble acquis des deniers dotaux n'est pas dotal, si la condition de l'emploi n'a été stipulé par le contrat de mariage.

« Il en est de même de l'immeuble donné en paiement de la dot constituée en argent.

« SECTION II. — De l'inaliénabilité dotale.

« *Art. 1554.* — Les immeubles constitués en dot ne peuvent être aliénés ou hypothéqués pendant le mariage, ni par le mari, ni par la femme, ni par les deux conjointement, sauf les exceptions qui suivent.

« *Art. 1555.* — La femme peut, avec le consentement du mari, donner ses biens dotaux pour l'établissement des enfants communs.

« Elle peut également, avec le consentement du mari, donner ses biens dotaux pour l'établissement des enfants qu'elle aurait d'un mariage antérieur ; mais en ce cas, elle ne peut être autorisée par justice qu'à charge de réserver au mari la jouissance des biens donnés.

« *Art. 1556.* — Il peut être convenu, dans le contrat de mariage, que les biens dotaux seront aliénables du consentement des deux époux, mais à charge de remploi.

« Si le contrat de mariage n'en dispose autrement, l'officier public chargé de l'opération n'est pas responsable de l'utilité du remploi, mais seulement de son exécution et de sa conformité aux conventions matrimoniales. Le tiers acquéreur est libéré par la remise des fonds à l'officier public.

« *Art. 1557.* — Si, au moment où il y a lieu d'exécuter une clause du contrat de mariage déterminant les biens admis en remploi d'un bien dotal, l'exécution littérale de cette clause est impossible, ou de nature à compromettre la conservation de la dot, le mari, ou à défaut la femme, est tenu de demander au tribunal l'autorisation de faire le remploi en d'autres biens présentant, pour la conservation de la dot, des garanties équivalentes à celles qu'offraient, à l'époque du contrat, les biens admis en remploi par la clause dont il s'agit.

« *Art. 1558.* — Lorsque les époux ne peuvent faire face autrement aux dépenses nécessaires pour obtenir la mise en liberté

de l'un d'eux, pour fournir des aliments ou des soins à la famille, pour payer les dettes ayant date certaine antérieure au mariage dont la femme est tenue, ou pour faire de grosses réparations à l'immeuble dotal, le jugement peut, en la forme et aux conditions prévues par le Code de procédure civile, autoriser la femme à aliéner, à hypothéquer, ou à engager les biens dotaux, à charge d'affectation du produit de cette opération aux besoins reconnus, et de remploi de l'excédent, s'il y a lieu.

« Lorsque le contrat de mariage n'autorise l'aliénation d'un bien dotal qu'à charge de remploi, le juge peut, dans les mêmes conditions, autoriser l'affectation du prix de vente aux mêmes besoins et limiter l'effet de l'obligation de remploi à l'excédent.

« *Art. 1559.* — L'immeuble dotal peut être échangé, mais avec le consentement de la femme, contre un autre immeuble de même valeur, pour les quatre cinquièmes au moins, en justifiant de l'utilité de l'échange, en obtenant l'autorisation en justice, et d'après une estimation par experts nommés d'office par le tribunal.

« Dans ce cas, l'immeuble reçu en échange sera dotal ; l'excédent du prix, s'il y en a, le sera aussi, et il en sera fait emploi comme tel au profit de la femme.

« *Art. 1560.* — Si, hors les cas d'exception qui viennent d'être expliqués, la femme ou le mari, ou tous les deux conjointement, aliènent un bien dotal, la femme ou ses héritiers pourront faire révoquer l'aliénation après la dissolution du mariage ; la femme aura le même droit après la séparation de biens.

« Le mari lui-même pourra faire révoquer l'aliénation pendant le mariage, en demeurant néanmoins sujet aux dommages et intérêts de l'acheteur, s'il n'a pas déclaré dans le contrat que le bien vendu était dotal.

« Toutes actions en nullité de l'aliénation d'un bien dotal sont éteintes dix ans après le mariage dissous.

« *Art. 1561.* — Les biens dotaux ne peuvent être saisis pour les engagements que la femme a pris par contrat pendant le mariage.

« Ils peuvent l'être, toutefois, pour les causes qui permettraient l'aliénation selon l'article 1558.

« *Art. 1562.* — Le mari est tenu, à l'égard des biens dotaux, de toutes les obligations de l'usufruitier.

« Il est responsable de toutes prescriptions acquises et détériorations survenues par sa négligence.

« *Art. 1563.* — Si la dot est mise en péril, la femme peut s'en faire restituer l'administration et la jouissance, en demandant la séparation de biens, ainsi qu'il est dit aux articles 1443 et suivants.

« SECTION III. — De la restitution de la dot.

« *Art. 1564.* — Si la dot consiste en une somme d'argent, ou en meubles mis à prix par le contrat, sans déclaration que l'estimation ne rend pas le mari propriétaire, la restitution n'en peut être exigée qu'un an après la dissolution du mariage.

« *Art. 1565.* — Si le mariage a duré dix ans depuis l'échéance des termes pris pour le paiement de la dot, la femme ou ses héritiers pourront la répéter contre le mari après la dissolution du mariage, sans être tenus de prouver qu'il l'a reçue, à moins qu'il ne justifiât de diligences inutilement par lui faites pour s'en procurer le paiement.

« *Art. 1566.* — Si le mariage est dissous par la mort de la femme, l'intérêt et les fruits de la dot à restituer courent de plein droit au profit de ses héritiers depuis le jour de la dissolution.

« Si c'est par la mort du mari, la femme a le choix d'exiger les intérêts de sa dot pendant l'an du deuil, ou de se faire fournir des aliments pendant ledit temps aux dépens de la succession du mari ; mais, dans les deux cas, l'habitation durant cette année, et les frais de deuil, doivent lui être fournis sur la succession et sans imputation sur les intérêts à elle dus.

« *Art. 1567.* — A la dissolution du mariage, les fruits des immeubles dotaux se partagent entre le mari et la femme ou leurs héritiers à proportion du temps qu'il a duré, pendant la dernière année.

« L'année commence à partir du jour où le mariage a été célébré.

« *Disposition particulière.*

« *Art. 1568.* — En se soumettant au régime dotal, les époux peuvent néanmoins stipuler une société d'acquêts, et les effets de cette société sont réglés comme il est dit à la première partie du chapitre II.

CHAPITRE V

Du régime de participation aux acquêts.

« *Art. 1569.* — Quant les époux ont déclaré se marier sous le régime de participation aux acquêts, chacun d'eux, comme s'il y avait entre eux séparation de biens, conserve l'administration, la jouissance et la libre disposition de ses biens personnels, sans distinguer entre ceux qui lui appartenaient au jour du mariage ou lui sont advenus depuis par succession ou libéralité et ceux qu'il a acquis pendant le mariage à titre onéreux. Mais, à la dissolution du régime matrimonial, il a le droit de participer pour moitié aux gains en valeur ou acquêts nets constatés dans le patrimoine de l'autre.

« Le droit de participer aux acquêts est incessible tant que le régime matrimonial n'est pas dissous. Si la dissolution survient par la mort d'un époux, ses héritiers ont, sur les acquêts nets faits par l'autre, les mêmes droits que leur auteur.

« Les acquêts nets sont mesurés par la double estimation du patrimoine originaire et du patrimoine final.

« *Art. 1570.* — Le patrimoine originaire comprend les biens qui appartenaient à l'époux au jour du mariage et ceux qu'il a acquis depuis par succession ou libéralité. Il n'est pas tenu compte des fruits de ces biens, ni de ceux de ces biens qui auraient eu le caractère de fruits.

« La consistance du patrimoine originaire doit être prouvée par inventaire : à défaut, ce patrimoine est tenu pour nul. L'autre époux peut contester par tous les moyens de l'article 1402 le contenu de l'inventaire.

« *Art. 1571.* — Les biens originaires sont estimés d'après leur état au jour du mariage ou au jour de l'acquisition, et d'après leur valeur au jour où le régime matrimonial est dissous. S'ils ont été aliénés, on retient leur valeur au jour de l'aliénation. Si de nouveaux biens ont été subrogés aux biens aliénés, on prend en considération la valeur de ces nouveaux biens.

« De l'actif originaire sont déduites les dettes dont il se trouvait grevé. Si le passif excède l'actif, le patrimoine originaire est tenu pour nul.

« *Art. 1572.* — Font partie du patrimoine final tous les biens qui appartiennent à l'époux au jour où le régime matrimonial est dissous, y compris, le cas échéant, ceux dont il aurait disposé à cause de mort et sans en exclure les sommes dont il peut être créancier envers son conjoint. S'il y a divorce, séparation de corps ou liquidation anticipée des acquêts, le régime matrimonial est réputé dissous au jour de la demande.

« La consistance du patrimoine final peut être prouvée par l'inventaire que l'époux doit faire dresser dans les neuf mois de la dissolution du régime matrimonial, sauf prorogation par le juge des référés. L'autre époux peut contester par tous les moyens de l'article 1402 le contenu de l'inventaire.

« *Art. 1573.* — Aux biens existants on réunit fictivement ceux dont l'époux a disposé par donations entre vifs, à moins que l'autre conjoint n'ait consenti à la donation, ainsi que ceux qu'il aurait aliénés frauduleusement. L'aliénation à charge de rente viagère ou à fonds perdu est présumée faite en fraude des droits du conjoint, s'il n'y a donné son consentement.

« *Art. 1574.* — Les biens existants sont estimés d'après leur état et leur valeur au jour où le régime matrimonial est dissous. Les biens qui ont été aliénés par donation entre vifs, ou en fraude des droits du conjoint, sont estimés d'après leur état au jour de l'aliénation et la valeur qu'ils auraient eue, s'ils avaient été conservés, au jour de la dissolution.

« De l'actif ainsi reconstitué, on déduit toutes les dettes qui n'ont pas encore été acquittées, sans en exclure les sommes qui pourraient être dues au conjoint.

« *Art. 1575.* — Si le patrimoine final d'un époux est inférieur à son patrimoine originaire, le déficit est supporté entièrement par cet époux. S'il lui est supérieur, l'accroissement représente les acquêts nets et donne lieu à participation.

« S'il y a des acquêts nets de part et d'autre, ils doivent d'abord être compensés. Seul l'excédent se partage : l'époux dont le gain a été le moindre est créancier de son conjoint pour la moitié de cet excédent.

« A la créance de participation on ajoute, pour les soumettre au même règlement, les sommes dont l'époux peut être d'ailleurs

créancier envers son conjoint, pour valeurs fournies pendant le mariage et autres indemnités, déduction faite, s'il y a lieu, de ce dont il peut être réciproquement débiteur.

« *Art. 1576.* — La créance de participation donne lieu à paiement en argent. Si l'époux débiteur rencontre des difficultés graves à s'en acquitter entièrement dès la clôture de la liquidation, les juges peuvent lui accorder des délais qui ne dépasseront pas cinq ans, à charge de fournir des sûretés et de verser des intérêts. Ils peuvent aussi l'autoriser à se libérer par dation en paiement.

« Réciproquement, l'époux créancier peut demander à se remplir de tout ou partie de ses droits en prélevant certains biens de son conjoint, s'il établit qu'il a un intérêt essentiel à se les faire attribuer.

« Les prélèvements et dations en paiement prévus ci-dessus sont considérés comme des opérations de partage, en tant qu'ils portent sur des biens qui n'étaient pas compris dans le patrimoine originaire.

« La liquidation n'est pas opposable aux créanciers des époux : ils conservent le droit de saisir les biens attribués au conjoint de leur débiteur.

« *Art. 1577.* — L'époux créancier poursuit le recouvrement de sa créance de participation d'abord sur les biens existants et subsidiairement sur les biens qui avaient été aliénés par donations entre vifs ou en fraude des droits du conjoint, en commençant par les aliénations les plus récentes. L'action en révocation n'est ouverte contre les tiers acquéreurs à titre onéreux qu'autant que leur mauvaise foi est établie.

« *Art. 1578.* — A la dissolution du régime matrimonial, si les parties ne s'accordent pas pour procéder à la liquidation par convention, l'une d'elles peut demander au tribunal qu'il y soit procédé en justice.

« Sont applicables à cette demande, en tant que de raison, les règles prescrites pour arriver au partage judiciaire des successions et communautés.

« Les parties sont tenues de se communiquer réciproquement, et de communiquer aux experts désignés par le juge, tous renseignements et documents utiles à la liquidation.

« L'action en liquidation se prescrit par trois ans à compter de la dissolution du régime matrimonial. Les actions ouvertes contre les tiers en vertu de l'article précédent se prescrivent par deux ans à compter de la clôture de la liquidation.

« *Art. 1579.* — Si l'application des règles d'évaluation prévues par les articles 1571 et 1574 ci-dessus devait conduire à un résultat manifestement contraire à l'équité, le tribunal pourrait y déroger à la demande de l'un des époux.

« *Art. 1580.* — Si le désordre des affaires d'un époux, sa mauvaise administration ou son inconduite, donnent lieu de craindre que la continuation du régime matrimonial ne compromette les intérêts de l'autre conjoint, celui-ci peut demander la liquidation anticipée de sa créance de participation.

« Les règles de la séparation de biens sont applicables à cette demande.

« Lorsque la demande est admise, les époux sont placés sous le régime des articles 1536 à 1539.

« *Art. 1581.* — En stipulant la participation aux acquêts, les époux peuvent convenir d'une clause de partage inégal.

« Ils peuvent aussi convenir que le survivant d'eux ou l'un d'eux s'il survit, aura droit à la totalité des acquêts nets faits par l'autre. »

Art. 3.

Au Livre III du Code civil, titre dix-huitième, chapitre III, « *Des hypothèques* », les articles 2135 à 2142 formeront une section V, sous la rubrique « **Des règles particulières à l'hypothèque légale des époux** », et les articles 2143 à 2145, une section VI, sous la rubrique « **Des règles particulières à l'hypothèque légale des personnes en tutelle** ».

Aux mêmes Livre et titre, chapitre V, « *De la radiation et réduction des inscriptions* », la section II sera désormais intitulée : « **Dispositions particulières relatives aux hypothèques des époux et des personnes en tutelle** ».

A ces mêmes chapitres III et V, les articles 2121 (1° et 2°), 2122, 2135 à 2142, 2163 et 2165 sont, d'autre part, modifiés ainsi qu'il suit :

« *Art. 2121.* — 1° Ceux d'un époux, sur les biens de l'autre ;

« 2° Ceux des mineurs ou interdits, sur les biens du tuteur ou de l'administrateur légal.

« *Art. 2122.* — Sous réserve tant des exceptions résultant du présent code, d'autres codes ou de lois particulières que du droit pour le débiteur de se prévaloir... (*Le reste sans changement.*)

« *Art. 2135.* — Quel que soit le régime matrimonial, il est toujours permis aux époux de convenir dans le contrat de mariage que la femme aura la faculté d'inscrire son hypothèque légale sans intervention de justice.

« En vertu de cette clause, l'inscription peut être prise avant le mariage pour la dot et les conventions matrimoniales, mais elle n'a d'effet que du jour de la célébration.

« Elle peut encore être prise au cours du mariage ou, au plus tard, un an après sa dissolution, par la femme ou ses héritiers, pour la dot et les conventions matrimoniales, pour les successions échues à la femme, les donations ou legs qui lui sont faits, pour l'indemnité des dettes qu'elle a contractées avec son mari ou pour le emploi de ses propres aliénés, et, d'une manière générale, pour toute créance qu'elle acquiert contre son mari. En ce cas, l'inscription a effet de sa date, ainsi qu'il est dit à l'article 2134.

« *Art. 2136.* — Quand les époux ont stipulé la participation aux acquêts, la clause confère de plein droit à l'un et à l'autre la faculté d'inscrire l'hypothèque légale pour la sûreté de la créance de participation.

« L'inscription pourra être prise avant la dissolution du régime matrimonial, mais elle n'aura d'effet qu'à compter de cette dissolution et à condition que les immeubles sur lesquels elle porte existent à cette date dans le patrimoine de l'époux débiteur.

« En cas de liquidation anticipée, l'inscription antérieure à la demande a effet du jour de celle-ci, l'inscription postérieure n'ayant effet que de sa date ainsi qu'il est dit à l'article 2134.

« L'inscription pourra également être prise dans l'année qui suivra la dissolution du régime matrimonial ; elle aura alors effet de sa date.

« *Art. 2137.* — Hors les cas des deux articles précédents où l'hypothèque légale est inscrite en conséquence des conventions matrimoniales, elle ne peut être inscrite que par l'intervention de justice, ainsi qu'il est expliqué au présent article et à l'article suivant.

« Si l'un des époux introduit une demande en justice tendant à faire constater une créance contre son conjoint ou les héritiers de celui-ci, il peut, dès l'introduction de la demande, requérir une inscription provisoire de son hypothèque légale, en présentant l'original de l'assignation signifiée, ainsi qu'un certificat du greffier qui atteste que l'affaire a été portée au registre prévu à l'article 76 du Code de procédure civile. Le même droit lui appartient en cas de demande reconventionnelle, sur présentation d'une copie des conclusions.

« L'inscription est valable trois ans et renouvelable. Elle est soumise aux règles des chapitres IV et suivants du présent titre.

« Si la demande est admise, la décision est mentionnée, à la diligence de l'époux demandeur, en marge de l'inscription provisoire, à peine de nullité de cette inscription, dans le mois à dater du jour où elle est devenue définitive. Elle forme le titre d'une inscription définitive qui se substitue à l'inscription provisoire et dont le rang est fixé à la date de celle-ci. Lorsque le montant du capital de la créance allouée et de ses accessoires excède celui des sommes que conserve l'inscription provisoire, l'excédent ne peut être conservé que par une inscription prise conformément aux dispositions de l'article 2148 et ayant effet de sa date, ainsi qu'il est dit à l'article 2134.

« Si la demande est entièrement rejetée, le Tribunal, à la requête de l'époux défendeur, ordonne la radiation de l'inscription provisoire.

« *Art. 2138.* — Pareillement si, pendant le mariage, il y a lieu de transférer d'un époux à l'autre l'administration de certains biens, par application de l'article 1426 ou de l'article 1429, le tribunal, soit dans le jugement même qui ordonne le transfert, soit dans un jugement postérieur, peut décider qu'une inscription de l'hypothèque légale sera prise sur les immeubles du conjoint qui aura la charge d'administrer. Dans l'affirmative, il fixe la somme pour laquelle il sera pris inscription et désigne les immeubles qui en seront grevés. Dans la négative, il peut, toutefois, décider que

l'inscription de l'hypothèque sera remplacée par la constitution d'un gage, dont il détermine lui-même les conditions.

« Si par la suite, des circonstances nouvelles paraissent l'exiger, le tribunal peut toujours décider, par jugement, qu'il sera pris, soit une première inscription, soit des inscriptions complémentaires ou qu'un gage sera constitué.

« Les inscriptions prévues par le présent article sont prises et renouvelées à la requête du ministère public.

« *Art. 2139.* — Quand l'hypothèque légale a été inscrite par application des articles 2135, 2136 ou 2137, et sauf clause expresse du contrat de mariage l'interdisant, l'époux bénéficiaire de l'inscription peut consentir, au profit des créanciers de l'autre époux ou de ses propres créanciers, une cession de son rang ou une subrogation dans les droits résultant de son inscription.

« Il en est ainsi même en ce qui concerne l'hypothèque légale, ou éventuellement l'hypothèque judiciaire, garantissant la pension alimentaire allouée ou susceptible d'être allouée à la femme, pour elle ou pour ses enfants.

« Si l'époux bénéficiaire de l'inscription, en refusant de consentir une cession de rang ou subrogation, empêche l'autre époux de faire une constitution d'hypothèque qu'exigerait l'intérêt de la famille ou s'il est hors d'état de manifester sa volonté, les juges pourront autoriser cette cession de rang ou subrogation aux conditions qu'ils estimeront nécessaires à la sauvegarde des droits de l'époux intéressé. Ils ont les mêmes pouvoirs lorsque le contrat de mariage comporte la clause visée au premier alinéa.

« *Art. 2140.* — Quand l'hypothèque a été inscrite par application de l'article 2138, la cession de rang ou la subrogation ne peut résulter, pendant la durée du transfert d'administration, que d'un jugement du tribunal qui a ordonné ce transfert.

« Dès la cessation du transfert d'administration, la cession de rang ou la subrogation peut être faite dans les conditions prévues à l'article 2139.

« *Art. 2141.* — Les jugements pris en application des deux articles précédents sont rendus dans les formes réglées par le Code de procédure civile.

« Sous réserve des dispositions de l'article 2137, l'hypothèque légale des époux est soumise, pour le renouvellement des inscriptions, aux règles de l'article 2154.

« *Art. 2142.* — Les dispositions des articles 2135 à 2141 sont portées à la connaissance des époux ou futurs époux dans les conditions fixées par un décret.

« *Art. 2163.* — Quand l'hypothèque légale a été inscrite par application des articles 2135, 2136 ou 2137, et sauf clause expresse du contrat de mariage l'interdisant, l'époux bénéficiaire de l'inscription peut en donner mainlevée totale ou partielle.

« Il en est ainsi même en ce qui concerne l'hypothèque légale, ou éventuellement l'hypothèque judiciaire, garantissant la pension alimentaire allouée ou susceptible d'être allouée à la femme, pour elle ou pour ses enfants.

« Si l'époux bénéficiaire de l'inscription, en refusant de réduire son hypothèque ou d'en donner mainlevée, empêche l'autre époux de faire une constitution d'hypothèque ou une aliénation qu'exigerait l'intérêt de la famille ou s'il est hors d'état de manifester sa volonté, les juges pourront autoriser cette réduction ou cette mainlevée aux conditions qu'ils estimeront nécessaires à la sauvegarde des droits de l'époux intéressé. Ils ont les mêmes pouvoirs lorsque le contrat de mariage comporte la clause visée au premier alinéa.

« Quand l'hypothèque a été inscrite par application de l'article 2138, l'inscription ne peut être rayée ou réduite, pendant la durée du transfert d'administration, qu'en vertu d'un jugement du tribunal qui a ordonné le transfert.

« Dès la cessation du transfert d'administration, la radiation ou la réduction peut être faite dans les conditions prévues aux alinéas 1 et 3 ci-dessus.

« *Art. 2165* (alinéa 1). — Les jugements sur les demandes d'un époux, d'un tuteur ou d'un administrateur légal dans les cas prévus aux articles précédents sont rendus dans les formes réglées au Code de procédure civile. »

Art. 4.

Les articles ci-dessous énoncés du Code civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

« *Art. 243.* — Toute obligation contractée par le mari à la charge de la communauté, toute aliénation de biens communs faite par lui dans la limite de ses pouvoirs, postérieurement à la date

de l'ordonnance dont il est fait mention à l'article 235, sera déclarée nulle, s'il est prouvé d'ailleurs qu'il y a eu fraude aux droits de la femme.

« *Art. 311* (alinéa 3). — Si la séparation de corps cesse par la réconciliation des époux, ceux-ci demeurent soumis à la séparation de biens, sauf à convenir d'un nouveau régime matrimonial en observant les règles de l'article 1397. La réconciliation n'est opposable aux tiers que si la reprise de la vie commune est constatée par acte passé devant notaire en minute, dont mention sera portée en marge : 1° de l'acte de mariage ; 2° du jugement qui a prononcé la séparation, l'extrait du jugement étant d'ailleurs publié dans un journal habilité à recevoir les annonces légales.

« *Art. 386*. — Cette jouissance n'aura pas lieu au profit de celui des père et mère contre qui le divorce aurait été prononcé, ni au profit de l'époux survivant qui aurait omis de faire inventaire des biens échus au mineur.

« *Art. 595*. — L'usufruitier peut jouir par lui-même, donner à bail à un autre, même vendre ou céder son droit à titre gratuit.

« Les baux que l'usufruitier seul a faits pour un temps qui excède neuf ans, ne sont, en cas de cessation de l'usufruit, obligatoires à l'égard du nu-propiétaire que pour le temps qui reste à courir, soit de la première période de neuf ans, si les parties s'y trouvent encore, soit de la seconde, et ainsi de suite, de manière que le preneur n'ait que le droit d'achever la jouissance de la période de neuf ans où il se trouve.

« Les baux de neuf ans ou au-dessous que l'usufruitier seul a passés ou renouvelés plus de trois ans avant l'expiration du bail courant s'il s'agit de biens ruraux, et plus de deux ans avant la même époque s'il s'agit de maisons, sont sans effet, à moins que leur exécution n'ait commencé avant la cessation de l'usufruit.

« Les baux consentis par l'usufruitier seul ne confèrent au preneur, à l'encontre du nu-propiétaire, aucun droit de renouvellement et aucun droit à se maintenir dans les lieux malgré toutes dispositions légales contraires, à moins que le bail initial n'ait été conclu avant l'ouverture de l'usufruit.

« *Art. 818*. — Le mari ne peut, sans le consentement de la femme, procéder au partage des biens à elle échus qui tombent dans la communauté, non plus que des biens qui doivent lui demeurer propres et dont il a l'administration.

« Tout partage auquel il procède seul, quant à ces biens, ne vaut que comme partage provisionnel.

« *Art. 940* (alinéa 1^{er}). — La publication sera faite à la diligence du mari, lorsque, les biens ayant été donnés à sa femme, il en aura l'administration par l'effet des conventions matrimoniales ; et s'il ne remplit pas cette formalité, la femme pourra y faire procéder sans autorisation.

« *Art. 1167* (alinéa 2). — Ils doivent néanmoins, quant à leurs droits énoncés au titre « *Des successions* » et au titre « *Du contrat de mariage et des régimes matrimoniaux* », se conformer aux règles qui y sont prescrites.

« *Art. 1718*. — Les dispositions de l'article 595 relatives aux baux passés par les usufruitiers sont applicables aux baux passés par le tuteur sans l'autorisation du conseil de famille, ainsi qu'aux baux passés par le mari, sans le consentement de la femme, sur les biens dont il a l'administration.

« *Art. 1990*. — Un mineur non émancipé peut être choisi pour mandataire ; mais le mandant n'aura d'action contre lui que d'après les règles générales relatives aux obligations des mineurs. »

Art. 5.

Les articles ci-dessous énoncés du Code de commerce sont remplacées par les dispositions suivantes :

« *Art. 4*. — La femme mariée peut librement exercer un commerce, sauf le recours réservé au mari par l'article 223 du Code civil.

« Elle n'est pas réputée commerçante si elle ne fait que détailler les marchandises du commerce de son mari ; elle n'est réputée telle que lorsqu'elle fait un commerce séparé.

« *Art. 5*. — Sous tous les régimes matrimoniaux, l'effet de la dotalité étant réservé, la femme commerçante peut, pour les besoins de son commerce, aliéner et obliger tous ses biens personnels en pleine propriété.

« Sous le régime de communauté, elle peut aussi aliéner et obliger ses biens réservés ; et elle oblige même l'ensemble des biens communs et les propres du mari dans les cas prévus à l'article 1420 du Code civil.

« *Art. 7.* — Quand le mari forme le recours qui lui est ouvert par l'article 223 du Code civil, afin de faire interdire à la femme l'exercice d'une profession commerciale, il doit signifier sa demande, en même temps qu'à la femme elle-même, au greffier du tribunal de commerce, lequel mentionne la demande au registre du commerce. Le jugement qui statue sur la demande, soit qu'il l'admette, soit qu'il la rejette, sera pareillement, à la diligence de l'époux intéressé, signifié au greffier et mentionné au registre. Ainsi portées au registre, les mentions de la demande et du jugement d'admission ont pour effet de constituer les tiers de mauvaise fois au sens dudit article 223, sans préjudice de la faculté de prouver contre eux, à défaut de ces mentions, la connaissance personnelle qu'ils auraient pu avoir des faits dont il s'agit.

« L'accord exprès visé par l'article 1420 du Code civil résulte, en ce qui concerne les professions commerciales, d'une déclaration faite par le mari et mentionnée au registre du commerce. »

Art. 6.

Sera puni des peines portées en l'article 406 du Code pénal, l'époux qui, après que lui aura été signifiée l'ordonnance prévue aux articles 220-1 et 220-2 du Code civil, aura détruit, détourné ou tenté de détruire ou de détourner les objets confiés à sa garde.

Art. 7.

Les dispositions de la présente loi sont applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, lorsqu'elles ne se rapportent pas à des matières actuellement soumises à des dispositions particulières.

Art. 8.

Les articles 29, 30, 31, 32 et 34 (2^e alinéa), de la loi du 1^{er} juin 1924, mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, sont ainsi modifiés :

« *Art. 29.* — Concurremment avec les règles du droit français relatives, tant à la publicité du contrat de mariage qu'à celle des

modifications du régime matrimonial, les lois et règlements locaux sur le registre matrimonial sont applicables aux époux domiciliés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

« *Art. 30.* — Sont inscrits au registre matrimonial :

« 1° Un extrait du contrat de mariage indiquant sous quel régime les époux sont mariés et les clauses d'emploi ou de remploi opposables aux tiers ;

« 2° La demande en séparation de biens et le jugement de séparation de biens, ainsi que les demandes et jugements assimilés aux précédents par les articles 1426, 1429 et 1580 du Code civil ; le jugement de séparation de corps ;

« 3° Un extrait de l'acte passé devant notaire dans le cas prévu par l'article 311 (alinéa 3) du Code civil ;

« 4° Un extrait de la décision qui homologue la modification du régime matrimonial, extrait indiquant le régime matrimonial adopté et, éventuellement, les clauses d'emploi et de remploi opposables aux tiers ;

« 5° La requête formée par un époux en vertu de l'article 220-1 du Code civil et l'ordonnance rendue sur cette requête ;

« 6° La demande formée par le mari en vertu de l'article 223 du Code civil et le jugement rendu sur cette demande.

« *Art. 31.* — Les époux qui, après la célébration de leur mariage, transportent leur domicile dans l'un des trois départements sus-indiqués, ne sont pas tenus de faire inscrire au registre un extrait de leur contrat de mariage, mais ils doivent observer les dispositions des paragraphes 2 à 6 de l'article précédent.

« *Art. 32.* — L'inscription est faite à la requête conjointe des deux époux dans les cas prévus par les paragraphes 1, 3 et 4 de l'article 30. Dans les autres cas, elle est faite à la requête de l'époux intéressé.

« *Art. 34* (alinéa 2). — Toute mention, prévue à l'article 30, paragraphes 2 à 6, qui n'a pas fait l'objet d'une inscription, est, dans les mêmes conditions, inopposable aux tiers de bonne foi. »

Art. 9.

La présente loi entrera en vigueur le premier jour du septième mois qui suivra celui de sa promulgation.

A compter de cette date, les dispositions de son article 1^{er} régiront tous les époux, sans qu'il y ait lieu de considérer l'époque à laquelle le mariage a été célébré, ou les conventions matrimoniales passées.

Pour le surplus, la situation des époux dont le mariage aura été célébré ou les conventions matrimoniales passées avant ladite date, sera réglée ainsi qu'il est dit aux articles 10 à 20 ci-dessous.

Art. 10.

Si les époux s'étaient mariés sans faire de contrat de mariage avant l'entrée en vigueur de la présente loi, ils continueront d'avoir pour régime matrimonial la communauté de meubles et d'acquêts, telle que la définissaient les dispositions antérieures de la première partie du chapitre II, au titre cinquième du Livre III du Code civil.

Néanmoins, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, sans préjudicier aux droits qui auraient pu être acquis par des tiers, les époux reprendront la jouissance de leurs propres et supporteront les charges usufruituaires correspondantes, ainsi que les intérêts et arrérages de leurs dettes personnelles. Pareillement, ils seront désormais soumis au droit nouveau en tout ce qui concerne l'administration des biens communs, des biens réservés et des biens propres.

Art. 11.

Si les époux avaient fait un contrat de mariage avant l'entrée en vigueur de la présente loi, ils continueront d'être régis par les stipulations de leur contrat, ainsi que par les dispositions légales du droit antérieur.

Si, néanmoins, dans ce contrat de mariage, ils avaient convenu d'un régime de communauté, le droit nouveau leur sera applicable, comme il leur eût été applicable s'ils n'avaient pas fait de contrat, dans la mesure déterminée par le deuxième alinéa de l'article précédent.

De même, s'ils avaient stipulé qu'ils seraient mariés sous le régime sans communauté, le nouvel article 1531 du Code civil sera applicable à l'administration du mari.

Art. 12.

Les nouveaux articles 1442 (2^e alinéa), 1469 et 1475 (2^e alinéa) seront applicables dans toutes les communautés dissoutes après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 13.

Le nouvel article 1402 du Code civil sera applicable toutes les fois que les faits ou actes à prouver seront postérieurs à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Le nouvel article 1538 sera applicable toutes les fois que la preuve devra être administrée après cette entrée en vigueur.

Art. 14.

Sans préjudice de l'application des articles 2136 à 2138 du Code civil, les femmes, dont le mariage a été célébré ou les conventions matrimoniales passées avant l'entrée en vigueur de la présente loi, continueront de jouir de l'hypothèque légale prévue à l'ancien article 2135 du même code, lors même qu'elle n'aurait pas encore été inscrite. Les inscriptions de cette hypothèque seront soumises aux dispositions des nouveaux articles 2139 et 2163 (alinéas 1 à 3) du Code civil.

Art. 15.

Le nouvel article 1397 sera applicable aux époux dont le mariage aura été célébré, ou les conventions matrimoniales passées avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Quand les époux useront de la faculté qui leur est ainsi ouverte, le changement par eux apporté à leur régime matrimonial aura pour effet de les soumettre entièrement aux dispositions de la présente loi, en tant qu'elles se rapportent au nouveau régime qu'ils auront adopté.

Si, toutefois, la modification ne porte que sur des clauses ou règles particulières du régime matrimonial antérieur, sans altération des dispositions essentielles de celui-ci, ils pourront convenir, sous réserve de l'homologation du tribunal, de rester soumis à la

loi ancienne, dans les limites prévues aux articles 10 et 11 ci-dessus. En ce cas, ils ne pourront adopter de clauses qui seraient interdites, soit par la loi ancienne, soit par la loi nouvelle, réserve faite de l'article 20 ci-après.

Les époux mariés sous le régime dotal pourront se prévaloir du présent article.

Art. 16.

Les époux qui s'étaient mariés avant l'entrée en vigueur de la présente loi sans avoir fait de contrat de mariage, pourront, par déclaration conjointe, se placer sous le régime matrimonial prévu par la première partie du chapitre II, au nouveau titre cinquième du Livre III du Code civil.

Pareillement, les époux qui avaient passé des conventions matrimoniales avant l'entrée en vigueur de la présente loi, pourront, par déclaration conjointe, soumettre leur régime matrimonial aux dispositions nouvelles qui doivent désormais régler ce type de régime, sans préjudice, néanmoins, des clauses particulières qu'ils auraient convenues, lesquelles ne pourront être modifiées que dans les formes du nouvel article 1397.

Art. 17.

La déclaration conjointe prévue à l'un et l'autre alinéa de l'article précédent sera, à peine de nullité, faite devant notaire et dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

A la diligence du notaire qui l'aura reçue, la déclaration devra, à peine de nullité, être mentionnée, dans les trente jours de sa date, en marge de l'acte de mariage des époux.

Elle aura effet entre les parties au jour où elle aura été reçue, et, à l'égard des tiers, trois mois après que mention en aura été portée en marge de l'un et de l'autre exemplaire de l'acte de mariage. Toutefois, en l'absence même de cette mention, la déclaration n'en sera pas moins opposable aux tiers si, dans les actes passés avec eux, les époux ont fait connaître qu'ils se sont soumis au droit nouveau.

Art. 18.

Quand les époux auront fait la déclaration conjointe prévue aux deux articles précédents, leur régime matrimonial sera entièrement réglé par le droit nouveau, pour le passé comme pour l'avenir, sans que les droits antérieurement acquis par des tiers puissent néanmoins en être affectés.

Art. 19.

Dans la période comprise entre la publication de la présente loi au *Journal Officiel* et la date prévue par l'article 9 ci-dessus pour son entrée en vigueur, les futurs époux pourront, par une clause expresse de leur contrat de mariage, convenir de soumettre leur régime matrimonial au droit nouveau.

Cette option sera indivisible.

Art. 20.

Les clauses visées aux nouveaux articles 1390, 1391 et 1392 du Code civil et contenues dans des contrats de mariage antérieurs à l'entrée en vigueur de la présente loi, sont valables et soumises aux dispositions desdits articles, sous réserve des décisions de justice déjà passées en force de chose jugée.

Les époux qui avaient fait un contrat de mariage avant l'entrée en vigueur de la présente loi pourront, par simple déclaration conjointe, qui sera, à peine de nullité, faite devant notaire et dans un délai de six mois à compter de cette entrée en vigueur, adopter la clause précitée. Les deuxième et troisième alinéas de l'article 17 ci-dessus seront applicables à cette déclaration.

Art. 21.

Sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée, les conventions matrimoniales conclues antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi ne pourront être annulées au motif que la présence simultanée de toutes les parties ou de leurs mandataires aurait fait défaut.

Art. 22.

Les dispositions du dernier alinéa de l'article 595 nouveau du Code civil ne sont pas applicables aux baux en cours à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ni à leur renouvellement.

Les dispositions du troisième alinéa de l'article 456 du Code civil ne sont pas non plus applicables aux baux en cours à la date d'entrée en vigueur de la loi n° 64-1230 du 14 décembre 1964.

Art. 23.

Toutes les dispositions contraires à celles de la présente loi sont abrogées et notamment les articles 124, alinéa 2, 2255 et 2256 du Code civil, ainsi que l'article 12 de la loi du 1^{er} février 1943 relative aux règlements par chèques et virements.

Fait à Paris, le 16 mars 1965.

Signé : GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier Ministre :

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Signé : Jean FOYER.